

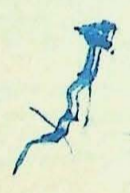
LIP : les 4 solutions



Triboune

Socialiste

- ATTENTAT RACISTE
A MARSEILLE
- FICHAGE
PAR L'ARMEE
- REPRESSION ACCRUE
- ESPIONNAGE ET ECOUTES
- LES FASCISTES
CHILIENS
A PARIS



**C'est aujourd'hui
qu'il faut
se battre**

Directeur politique : Gérard FERAN.
Rédacteur en chef : Bernard LANGLOIS.
Secrétaire de rédaction : Gérard BOREL.
Collectif de rédaction : Robert DESTOT - Jacques FERLUS - Jacques GALUS - Gilbert HERCET - Jean-François MERLE - Jean VERGER.

Publicité : Régie-Information, 32, rue Le Peletier - 75009 PARIS. Tél. : 770.40.18.

Directeur de la publication : Jean LE GARREC.

Rédaction : 566-45-64

Administration : 566-45-37
9, rue Borromée - 75015 PARIS
Publicité : Régie Information
Tél. : 770-40-18.

Distribué par les N.M.P.P.
S. A. Imprimerie Editions Moriamé
61, rue du Fg-Poissonnière, Paris 9^e

7 JOURS DANS T.S.



■ **Mardi 16 h** : Quel sera le dénouement de l'attaque du commando palestinien qui a fait sauter un Boeing de la Pan-Am à Rome, 40 personnes étant à bord. Nous ne le savons pas encore.

Mais le problème pour nous n'est pas de faire du sensationnel. Il est de juger politiquement cette action. A quoi, à qui sert-elle, telle est la question. Et sur ce point il nous faut être net. Comme l'indique le communiqué du Bureau national on peut expliquer une réaction de désespoir avant la conférence de Genève qui vise une fois de plus à éliminer les droits du peuple palestinien. Mais nul responsable politique n'a le droit de fonder son action sur le désespoir. Les enjeux sont trop graves pour le peuple palestinien (p. 11).

■ Il ne s'agit certes pas de jouer les « purs », de faire chorus comme l'indique encore le Bureau national avec tous ceux qui tout en se voilant pudiquement la face, cautionnent dans le même temps les assassinats, les tortures au Chili ou en Grèce ou la répression féroce comme celle qui s'abat aujourd'hui sur les militants ouvriers espagnols.

Mais c'est justement parce que l'affrontement de classe en France et dans le monde se fait plus dur, c'est parce que la montée du fascisme et du racis-

me se fait plus nette que nous n'avons pas le droit de jouer la carte de la révolte. Car le mouvement ouvrier a peu de temps pour forger une véritable alternative à ce régime, à ce système. Encore une fois le Chili est présent dans notre combat (p. 10). « C'est aujourd'hui qu'il faut se battre » titrons-nous cette semaine. Demain il sera trop tard. Que l'attentat de Marseille, que la systématisation de la torture sur laquelle nous ouvrons un débat, que l'affaire du Canard Enchaîné nous servent de leçons. Il serait suicidaire d'attendre tout bonnement que ce régime s'effondre en croyant qu'une gauche armée de pied en cap avec son programme commun va pouvoir tranquillement occuper le terrain laissé libre par l'adversaire. Déjà des signes positifs sont apparus : nous avons réussi grâce à une unité combative à interdire le meeting et la manifestation fasciste du 19 décembre. La riposte à l'attentat de Marseille (p. 7) a été massive et a fait prendre conscience plus encore aux travailleurs immigrés de leur force. Les suppôts de la junte ont rencontré chaque fois à Paris des forces décidées à les empêcher de nuire... Mais le chemin est encore long à parcourir.

■ **Il faut, disions-nous la semaine dernière, passer à l'offensive. Offensive sur Lip avec notre campagne sur la**

Société Général. Avec une explication très large sur les raisons du blocage du projet « Interfinexa », les moyens de pression dont nous disposons, les tentatives de retour au plan Ebauches-SA que l'on veut ressortir aujourd'hui (p. 8-9).

Il faut prendre l'offensive pour poser question à toutes les organisations syndicales et politiques du mouvement ouvrier, pour que l'enjeu européen (p. 5) pour que le choix entre stratégie révolutionnaire ou réformiste (p. 4) soit l'occasion d'une avancée collective du mouvement ouvrier et non d'un affrontement abstrait, et incompris des travailleurs.

■ Enfin nous devons, nous PSU, être capables de nous renforcer considérablement, par des adhésions nouvelles et massives (p. 3) par la transformation de nos structures et de nos modes d'intervention (p. 12) par le développement de notre journal (p. 2). Sachons que notre temps nous est compté, que les combats de demain seront infiniment plus difficiles que ceux d'hier. Nous le disons tranquillement aujourd'hui, non par souci de dramatiser, mais simplement parce que nous n'existons pas pour expliquer les échecs des autres, mais pour gagner. Gagner la bataille du socialisme et donc s'en donner les moyens.

Gérard FERAN ■

CALENDRIER

● **Le 14 janvier, de 18 à 24 heures**, les organisations parisiennes du **Comité de Liaison pour l'Autogestion Socialiste** organisent à la Mutualité : **6 HEURES POUR L'AUTOGESTION SOCIALISTE** autour du thème « Lip et les luttes ouvrières en Europe ».

— Meeting - débats : luttes sur l'Ecole, la ville, luttes ouvrières, quelle stratégie pour l'autogestion ?

en guise de vœux...

ALORS, ce papier ? C'est pour quand ? 6.000 signes maxi... Impératif, mon lieutenant ! Et pour dimanche soir, dernier délai. Et c'est comme ça qu'on bosse. Et qu'on a souvent des articles — trop longs, pas tapés — à l'imprimerie le lundi matin. Alors on fonce, sur la vieille Underwood 1925... quelle force de frappe !

Pendant ce temps-là, à la maquette, ça peste... il manque le papier sur telle lutte en Ardèche et le « Lip » qui n'est pas arrivé... Et l'« international » ? On attend le pneu de ce sacré Lenègre. On lui pardonne : le papier sera bon.

Le téléphone (mardi matin) : Allo, on peut passer un communiqué, c'est

vachement important. On le croit, mais impossible, on boucle.

Et toute la semaine, du lundi au dimanche soir, c'est la course aux papiers, aux informations, aux photos. Ça y est, enfin, on a tout et même trop pour nos 12 pages. Tant pis pour Hector Coiron, Rive de Gier passe avant. Ils viennent d'occuper la mairie... La lutte chez Vitho, on la garde au « marbre ». Et combien d'autres papiers que nous repoussons d'une semaine à l'autre ?

A l'imprimerie, il faut s'activer : composition, maquettes, corrections, cellos, typons... ça y est on attaque le montage. Attention, un filet ici, un point là, une pastille pour chaque brève. Merci. Il

ne faut pas les oublier, nos copains de l'imprimerie (typographes, linotypistes, monteurs et ceux des rotos). Avec vous, camarades correspondants, avec nous, ils font TS que vous lisez le samedi.

Voilà, on avait bien le droit de se consacrer quelques lignes. C'est aussi une manière pour venir vous souhaiter de bien finir l'année (avec beaucoup d'abonnements à 40 F pour vos amis — un cadeau TS — n'est jamais superflu et toujours apprécié).

Alors, avec ce numéro 601, on arrête tout pendant 15 jours et on recommence de plus belle en janvier 74, avec nous l'espérons plus de pages.

Grosses bises socialistes et bonne année !

Françoise CLAIRE

Photos : AFP (7) ; Collombert (4) ; Fotolib : J. François (7) - D. Maillac (13) - Kagan (1) - D.R. (8-12)

de TS à Libération

COMME nous le clamons en gros chiffres rouges depuis plusieurs semaines, le nombre des abonnés nouveaux à TS n'a cessé de grossir. Nous avons passé allègrement le cap des 1 000 et nous ne désespérons pas d'atteindre les 2 000 d'ici le 15 janvier, c'est-à-dire à la fin de notre campagne de promotion.

Mais, même avec 2 000, nous n'avons pas — et de loin — atteint l'objectif d'un abonné nouveau par militant. Ce qui ne veut pas dire, bien sûr, qu'il faille y renoncer. Au contraire. Nous avons des projets ambitieux qui devraient bientôt se concrétiser. Une étape importante — cette campagne d'abonnements — vient d'être franchie ; la pompe est amorcée : un TS meilleur encore appellera de nouveaux lecteurs, notamment en facilitant l'action de diffusion des camarades militants. Nous devons en passer par là, d'abord.

Maintenant, tout ça ne veut pas dire que l'affaire soit dans le sac. Pour être directs et imagés, nous disons que TS est toujours dans la merde, même si ce n'est plus jusqu'au cou. Donc, ce n'est pas le moment de relâcher les efforts en quoi que ce soit.

On est dans la merde et y a pas que nous. Ce n'est pas une consolation. Que non ! Ainsi, Libération tente, lui aussi, une opération de sauvetage. Il

lui faut même pratiquer une réanimation sous forme de sou-à-sou. Ça semble marcher et nous nous en réjouissons. Cette liberté qu'ils défendent, c'est la nôtre aussi. Et inversement. Et il nous faut la défendre sur tous ses flancs qui sont multiples, infinis même. Au PSU et à TS, comme à Libération, et ailleurs aussi, c'est un même combat qui se livre dans d'innombrables batailles. Il nous faut les assumer toutes, même si nous privilégions tel moyen par rapport à tel autre en fonction de nos forces propres et selon nos analyses respectives quant à la voie à suivre. Notre autonomie de combat à chacun, c'est l'acharnement que nous mettons à défendre la liberté et la justice. Et nous savons que dans ce large champ d'affrontement, avec la force aveugle qui tue quand elle n'empêche pas de vivre — vivre, vous savez — il faut préserver la place de chaque combattant digne de ce nom.

Le choix n'est pas : ou TS, ou Libération. L'un et l'autre couvrent chacun une partie du registre libérateur. Il n'y a d'ailleurs pas d'autre choix que celui qui définit l'ennemi.

T. S. ■

● Libération, 27, rue de Lorraine, Paris 19^e. Chèques à l'ordre de Jean-Paul Sartre.

1173

abonnements nouveaux

depuis le début de la campagne !

ça continue !

(Attention, limite le 15 janvier)

un nom :

une adresse :

et un chèque de 40 F
(pour un an, c'est donné !)

T.S. 9, rue Borromée - 75015 Paris
T.S. C.C.P. Paris 5.826.65

Un ministre au dessus de tout soupçon

EN l'espace d'une semaine la « grippe qui avait terrassé » Raymond Marcellin, et qui l'empêchait de répondre aux questions qui lui étaient posées de toutes parts, concernant l'affaire des micros posés dans les nouveaux locaux du « Canard Enchaîné », est devenu une grippe galopante, qui atteint tout le gouvernement et en premier lieu son Premier ministre.

Sortant de son lit, Raymond Marcellin, a voulu répondre à l'Assemblée nationale. Le pays tout entier, au travers de la télévision pour une fois bien inspirée — elle livrait le fait brut, sans habillage ni commentaire inspiré — découvrait ce que comportement marcellinesque veut dire : d'abord l'affichage de l'irresponsabilité, puis, la menace de type fascisant, et entre les deux l'appel désespéré à une solidarité de la majorité, dont le désarroi ne peut plus être caché.

Pauvre victime

Le ministre de l'Intérieur, dans sa brève et véhémence intervention, a dénoncé la machination dont il était victime. Il était au-dessus de tout soupçon, et il en a avancé les preuves :

— les policiers qui effectuaient des hold-up à Nice, n'avaient pas été engagés par lui. Ils appartenaient à ce corps avant 1958. Nous en déduisons, que M. Marcellin, ne s'inquiète que du comportement des policiers qu'il a lui-même engagés.

— Le 21 juin dernier, il dissout la Ligue communiste, parce qu'une voiture de police-secours a été attaquée. Nous en déduisons qu'il reste indifférent, à tous les autres faits, signalés par les syndicats de la police et qui révèlent un comportement plus que troublant d'une partie de la police engagée dans la répression. Troublant au point que le juge

d'instruction, puis le tribunal, libèrent Alain Krivine et ses camarades.

— enfin, pour se dégager de l'enquête en cours concernant le système d'écoute que l'on cherchait à établir au « Canard Enchaîné » et sans intervenir bien entendu sur l'enquête judiciaire en cours, le ministre précise qu'il n'a donné aucun ordre, à aucun de ses services, mieux que cette enquête risque de piétiner, parce que voyez-vous, les journalistes que l'on espérait écouter, couvrent — oh ! les voyous — ceux qui leur ont fourni des informations. Nous en déduisons, que le ministre n'ordonne d'enquête que quand il sait comment l'étouffer, et que pour lui le bon journaliste, est celui qui se transforme en indicateur, pour servir la « bonne police », celle du ministre.

Bref, Marcellin est la victime d'un complot qui réunit : la (ou les) polices dont il ne connaît pas les agissements, la presse qui ne lui signale pas confidentiellement la vilénie des écoutes dont elle est victime, l'opposition qui trouve cela déplaisant, son propre Premier ministre, qui trouve « canularsque », une machination dont lui, Marcellin, connaît les tenants et les aboutissants, mais dont il entend réserver à la justice les explications en primeur, sans porter plainte, sans se porter partie civile. Sans rien faire d'autre qu'un discours inspiré par un métier qu'il connaît, et qu'il entend parfaire au service de...

De qui exactement ?

C'est ici que l'affaire se gâte. Car, sous le régime que nous vivons, il n'est de ministre que couvert par le premier d'entre eux, et celui-ci ne tire pouvoir que de l'hôte de l'Elysée. Or ces deux-là se taisent « vigourement ». Comme si la disgrâce était proche. Mais pour le ministre seulement ?

Reentrant de nuit de Copenhague, Georges Pompidou a refusé la traditionnelle cérémonie d'accueil du chef de l'Etat, par tous les

ministres réunis au salon d'honneur de l'aéroport.

Peut-être connaissait-il les premières pages d'une partie de la presse, qui demandaient le départ non seulement de Marcellin, mais aussi de Messmer. Peut-être avait-il déjà donné le feu vert à quelques-uns des ministres pour rechercher et vite un emploi ailleurs (par exemple pour André Bord au Conseil régional d'Alsace). Peut-être enfin, et plus probablement, se prépare-t-il à répondre à l'attaque que Chaban vient d'engager par « Point » interposé, et non sans avoir préparé quelques munitions pour la suite.

Triste ballet

Mais répondre comment ?

C'est ici que le ballet triste de la majorité, prend son aspect le plus inquiétant.

Car, au-delà de ces jeux politiques, qui évoquent singulièrement la IV^e République tant honnie, se profile à l'heure de la récession, la tentation de résoudre les problèmes de la manière la plus répressive, en cherchant à casser le mouvement ouvrier par toutes sortes de menaces, dont la première, et pas la moindre, est celle des licenciements massifs, mais dont le corollaire est l'atteinte évidente aux libertés les plus élémentaires.

L'homme seul qu'est devenu Marcellin, a lâché dans sa colère, un aveu de taille : il ne voulait pas d'un fichier central, regroupant les renseignements concernant chacun des citoyens, seulement parce qu'il était « trop lourd à manier ».

Craignons que d'autres trouvent la charge plus légère. C'est dire que l'heure n'est pas à la dissertation sur les discours ministériels, où à la plaisanterie sur leurs bévues. Mais à la vigilance, et à l'action.

Christian GUERCHE

Pour 1974...

PEU importe les écoutes téléphoniques, l'accumulation des scandales, le grouillement sordide d'une faune affairiste qui peuple, non plus les couloirs du pouvoir, mais occupe le pouvoir. Peu importe la politique concertée d'appui au développement d'un capitalisme sauvage qui dessine un visage inacceptable de la France. Sanguinetti l'affirme tranquillement et avec cynisme : « Dans vingt ans, l'UDR doit encore être au pouvoir ». Pour les Royer, les Marcellin, Druon et autres Charbonnel, cela semble possible, il suffit de choisir les moyens...

Pourtant, la situation se noue : à une crise sociale latente depuis des années, à une crise politique apparente, s'ajoutent les premières conséquences d'une crise économique prévisible dès septembre et dont les causes véritables sont camouflées par le paravent de la « pénurie énergétique ». Les multinationales doivent se convertir et préparer de nouveaux terrains de chasse, exploiter des sources d'énergie qui deviennent rentables comme les schistes bitumineux et les sables asphaltés américains.

La mise en coupe réglée des pays sous-développés ne peut plus être la source fondamentale créant des profits, et le repli sur des positions internes au monde du capitalisme avancé se financera sur le dos des travailleurs immigrés.

En 1974, il ne sera plus possible à l'ensemble de la gauche d'étouffer les véritables questions et de jouer comme

en mars 73 une mauvaise pièce dans un théâtre d'ombres et d'apparences.

Les thèmes que nous avons développés depuis des mois, les mots d'ordre du Manifeste, les décisions du Conseil national de Paris sur l'unité populaire, donnent les éléments d'une réponse politique globale à une situation de développement d'une crise profonde.

Cela veut dire que, militants du PSU, notre responsabilité politique est grande. Il ne s'agit plus seulement de renforcer notre structure d'intervention et notre capacité d'action militante sur tous les terrains et prioritairement au niveau des entreprises, mais aussi de consolider, d'élargir, d'améliorer notre capacité à établir des liens avec toutes les forces syndicales et politiques qui mènent le combat dans le même sens que nous ; de mener les discussions avec celles dont les opinions divergent des nôtres, que ces forces soient réformistes ou révolutionnaires ; d'être une force au niveau de l'action et de la proposition, sur le champ social et sur le champ politique. Nous devons apprendre à résoudre collectivement les problèmes de l'information interne, de l'organisation nécessaire, mais aussi de l'ouverture à ceux qui attendent beaucoup de nous, de la souplesse dans le contact mais aussi de la nécessaire sécurité, de la formation indispensable, mais aussi du refus du sectarisme et du dogmatisme dont nous connaissons les effets désastreux.

Pour tout cela, nous n'avons ni le temps, ni les moyens et pourtant nous

n'avons absolument pas le droit d'utiliser ces arguments qui ne seraient que l'auto-justification d'un refus de nos responsabilités.

A partir du texte du Bureau national paru dans *PSU Information*, n° 10 du 31 octobre 1973, le Conseil national a adopté une motion sur le renforcement et l'élargissement du parti. Cette motion a été mise à l'ordre du jour de la réunion des secrétaires fédéraux des 8 et 9 décembre, elle figurera aussi à l'ordre du jour de la DPN de février 74.

Un matériel national est à l'étude (affiche et dépliant), mais dès aujourd'hui, à partir de la reprise des cartes 1974, cette campagne est lancée. Il faut faire vite, chaque réunion de militants et sympathisants doit être l'occasion d'une explication sur le projet politique et la stratégie du PSU, mais aussi d'un débat sur la nécessité de renforcer notre implantation et de nous donner les moyens de notre combat. Pour tous les militants, cet objectif doit être prioritaire.

Jean LE GARREC ■

POUR PRENDRE CONTACT

— Vous voulez entrer en contact avec les militants P.S.U. de votre quartier où de votre lieu de travail.

— Vous voulez être tenu au courant de nos initiatives et de nos campagnes.

— Retournez ce bon au P.S.U. 9, rue Borromée 75015 Paris.

Nom

Adresse

Profession

4

questions à robert chapuis

1 La recherche d'une unité conflictuelle et la proposition d'un pacte d'unité d'action anti-capitaliste à toutes les forces syndicales et politiques du mouvement ouvrier n'est-elle pas contradictoire avec le développement d'un mouvement pour l'autogestion socialiste que souhaite également le P.S.U. ?

Robert CHAUPUIS : Le socialisme autogestionnaire n'est pas fait sur un choix de circonstance, c'est un choix fondamental. Ce n'est pas un acte de foi, mais une volonté politique qui se fonde concrètement sur les luttes de contrôle ouvrier comme à Lip ou à Cerizay ou de contrôle populaire comme à Brest ou au Larzac. Plus profondément, la perspective du socialisme autogestionnaire se dégage du mouvement social tel que Mai 68 l'a exprimé et tel qu'il se développe depuis plusieurs années parmi les jeunes, les femmes, les minorités nationales et les diverses catégories de travailleurs. C'est le refus des systèmes hiérarchiques et bureaucratiques qui se sont développés dans les sociétés industrielles, y compris dans les pays de l'Est ; c'est le projet d'une autre organisation de travail et de la vie sociale sous la responsabilité de ceux qui sont directement concernés.

C'est dire que l'autogestion ne peut se réaliser à travers une meilleure gestion de la société capitaliste. Elle implique une révolution socialiste. Celle-ci ne naîtra pas du mouvement spontané des masses pas plus que de l'encadrement quasi militaire des travailleurs. Il ne suffit pas non plus de porter le témoignage qu'il est possible de vivre et de penser autrement. La « contestation » est importante, mais elle ne suffit pas à renverser la domination bourgeoise : le mouvement contestataire aux Etats-Unis s'en est aperçu. Il faut une action déterminée, longue et continue, pour faire évoluer le rapport de forces, en faveur des travailleurs.

Cette action doit s'appliquer dans deux directions. D'abord sur le champ même de la lutte des classes, c'est-à-dire contre la bourgeoisie, contre le capitalisme : en se réunissant autour d'objectifs anticapitalistes, les travailleurs et les organisations politiques ou syndicales — qui leur sont liées — se constituent comme une force déterminante face au pouvoir actuel. Une telle unité doit pouvoir s'exprimer en termes politiques de façon durable, et pas seulement à l'occasion d'une manifestation, d'une action revendicative ou d'une lutte particulière : c'est le sens de notre proposition d'un « pacte » d'unité d'action, qui se réaliserait à partir d'une plateforme commune d'objectifs anticapitalistes liés entre eux. La classe ouvrière sait bien que l'unité est nécessaire pour la victoire. Cette unité a été réduite à des affrontements électoraux et des discours de propagande : chacun s'en sert à son profit et l'on voit même le journal d'un parti en faire son titre pour renforcer son poids dans la coalition de gauche ! Il faut redonner à l'unité populaire sa valeur offensive et dynamique, sa force révolutionnaire.

PACTE D'UNITÉ D'ACTION ANTICAPITALISTE

Nous sommes souvent, à « T.S. », soumis à des exigences contradictoires. C'est le cas pour tous les articles quelque peu « théoriques », et en particulier pour ceux qui traitent des analyses et des orientations du parti. Leur nécessité est évidente. Sans quoi nous sommes tout sauf un hebdomadaire de parti. Mais leur difficulté de lecture est souvent un problème. Aussi tentons-nous, par cette formule de « questions » sur un thème, de trouver une formule plus lisible et permettant aux fédérations et sections, si elles le désirent, une reproduction dans leurs journaux ou leurs tracts. C'est à Robert Chapuis que nous avons demandé cette semaine d'ouvrir le feu sur « le pacte d'unité d'action anti-capitaliste. » ■



C'est pourquoi, en fonction des traditions et des pesanteurs qui s'exercent sur le mouvement ouvrier, notre action doit prendre une seconde direction : il faut engager la lutte contre les courants réformistes et appuyer solidement chaque avancée du mouvement révolutionnaire. La réalisation de l'unité populaire implique une évolution du rapport de forces au sein même du mouvement socialiste : il faut construire une force qui soit capable d'exprimer politiquement les aspirations révolutionnaires qui se font jour dans le peuple et dans la classe ouvrière. Cette force doit reposer sur un projet clair et cohérent, comme sur des luttes militantes, bien ancrées dans les réalités ouvrières et populaires : le PSU entend contribuer à son développement et s'est déclaré prêt, à cette fin, à mettre en cause la structure et ses modes d'intervention. Le PSU s'affirme partie prenante, avec les organisations qui forment actuellement le CLAS et celles qui les rejoindront, de la construction d'un véritable mouvement pour l'autogestion socialiste.

Comme on le voit, ces deux démarches sont liées : chacune donne son sens à l'autre. L'unité — urgente et nécessaire — ne peut être aujourd'hui que conflictuelle ; elle le sera dans la mesure où nous développerons sur une base de masse la perspective du socialisme autogestionnaire. Agissant ainsi, nous accroîtrons la portée et l'envergure de l'unité populaire qui se construit. C'est ce qu'on appelle un lien dialectique...

2 La proposition du pacte est-elle opportune, compte tenu du rapport de force actuel dans lequel se situe le P.S.U. ? De simples accords conflictuels d'unité d'action ne sont-ils pas moins dangereux ?

R.C. — Si les forces révolutionnaires refusent de se poser la question du pouvoir d'Etat et laissent ce soin aux éléments réformistes, alors en effet des accords ponctuels sont suffisants. Si l'on pense que l'heure est à la défensive et qu'il faut de contenir de revendications syndicales ou d'une opposition de type parlementaire, alors il suffit d'appuyer telle action ou telle manifestation. Si au contraire on estime qu'aujourd'hui la question du régime est posée et que les contradictions se développent au sein de la bourgeoisie dans ses intérêts économiques comme dans sa représentation politique, alors il faut prendre nos responsabilités et poser les questions du pouvoir en termes offensifs, comme je viens de le faire en répondant à la question précédente. Je suis persuadé que, si nous sommes réellement dans une période révolutionnaire (c'est-à-dire une période où la domination bourgeoise connaît un certain nombre de difficultés, tandis que les travailleurs prennent conscience de leur propre pouvoir) le PSU et le mouvement autogestionnaire grandiront en même temps que la mobilisation populaire, à condition bien sûr d'être au cœur et non à côté.

Le drame chilien sert curieusement de prétexte à une partie de l'extrême-gauche pour prêcher l'immobilisme et le repliement sur soi. La résistance chilienne en tire, elle, de toutes autres conséquences : les organisations révolutionnaires sont engagées dans l'unité d'action avec les forces réformistes contre la junte militaire. Essayons peut-être de nous poser « avant » des problèmes que nos camarades chiliens ont dû, par force... poser pendant et après le processus de prise du pouvoir. Lénine, jadis, avait su pratiquer l'unité conflictuelle entre les mencheviks et les bolcheviks ! Et, à un certain moment, la fraction bolchevique ne comptait guère plus de militants que le PSU...

3 Quelle est la différence entre la démarche du pacte pouvant éventuellement aboutir à la discussion d'un programme de gouvernement offensif et celle d'une amélioration du programme commun qui a été rejeté par le P.S.U. ?

R. C. — Le Programme commun PC/PS prenait le mouvement ouvrier à rebrousse poil. Ne s'en est-on pas, par exemple, servi en février 73 pour bloquer la lutte chez Michelin à Clermont-Ferrand ? Il faut tout remettre à l'endroit : le problème du gouvernement se posera nécessairement un jour, si la mobilisation populaire se développe. Mais ce qui importe aujourd'hui, c'est précisément cette mobilisation autour d'objectifs clairement anticapitalistes.

Il y a un an, dans les perspectives de 73, le Programme commun a créé une dynamique électorale dont le Parti socialiste a largement bénéficié. Il ne faut pas la confondre avec la dynamique sociale qui seule permettrait à la fois d'obtenir une victoire et de lui donner un sens. Comme tout ne se fait pas en un jour, il est évident que la prise du pouvoir dans notre pays impliquera à la fois une action gouvernementale au niveau de l'Etat et la constitution d'un nouveau type de pouvoir, celui des travailleurs, à travers la mobilisation populaire : un pouvoir qui se substituera à celui de l'Etat bourgeois. C'est pourquoi le pacte d'unité anticapitaliste est appelé à poser un jour en termes offensifs la question du gouvernement, donc d'un programme gouvernemental. Les forces révolutionnaires doivent-elles être ou non engagées dans un gouvernement de type anticapitaliste ? Ce serait absurde de répondre aujourd'hui à cette question toute théorique. Ce sera à notre parti, le jour venu, de décider ce qu'il convient de faire : nous avons seulement voulu dire que la question se posera nécessairement, comme partout, et comme toujours. Le PSU est une organisation politique responsable et non un simple rassemblement d'animateurs socio-politiques ; nous ne pouvons laisser les réformistes être les seuls à organiser politiquement les travailleurs, pas plus que nous ne pouvons laisser le terrain à ceux qui n'ont lu Lénine qu'à travers la 4^e Internationale.

Redisons-le : la question n'est pas d'améliorer le Programme commun. Celui-ci a sa réalité qui n'est pas la nôtre. Il faut trouver mieux pour faire autre chose. Le PCF semble avoir compris que le cordon réformiste qui le relie au PS peut parfois lui servir, mais parfois aussi le gêner. C'est pourquoi il a changé de ton et de manières à notre égard. Nous ne dédaignons pas ce changement, s'il peut nous aider à faire avancer notre proposition d'unité d'action anticapitaliste.

4 Une partie de l'extrême gauche a parlé de « tournant » du P.S.U. vers la droite à l'occasion du conseil national. Qu'en pensez-vous ?

R. C. — Il y a des gens qui tournent sur place et pour eux-mêmes. Nous nous essayons d'avancer et de faire avancer les choses. Depuis mai 1968, une bonne part de l'extrême-gauche s'est enfermée dans ses habitudes, ses rites, son langage ; elle a souvent perdu l'esprit d'ouverture, de dialogue et d'imagination qui avait caractérisé précisément le mouvement de Mai. Il n'en est pas toujours ainsi : le journal « Libération » par exemple, représente une tentative intéressante et courageuse. Mais le drame de l'extrême-gauche, c'est de se réduire peu à peu à une sensibilité et à une idéologie, sans pouvoir se réaliser politiquement. Certains l'ont compris et vont rejoindre les rangs de la social-démocratie, comme le SDS en Allemagne ou Régis Debray en France : ils s'enfoncent peu à peu dans les sables... D'autres se contentent de prouver qu'ils sont bien à gauche en accusant tous les autres d'être à droite et en promenant un peu partout leur lanterne pour trouver le parti révolutionnaire. Pour notre part, nous préférons tenter de refuser tout à la fois d'être jeté dans les virages et d'aliéner notre capacité d'organisation et de proposition. Ce faisant, nous avons le sentiment de répondre à l'attente d'un grand nombre de militants, syndicalistes notamment, qui ont besoin de trouver une expression politique de leurs luttes. Nous croyons réaliser, en France, ce qui n'a malheureusement guère d'équivalent dans les autres pays européens et nous croyons correspondre à une exigence internationale qui, dans le Tiers monde et ailleurs nous désigne comme interlocuteur valable. Nous donner ainsi des chances, non pas seulement à l'encadrement des militants révolutionnaires dans un pays donné, mais à la révolution socialiste dans une société industrielle. L'enjeu en vaut la peine.

En fait, ceux qui nous critiquent ne trompent pas grand monde : ils ont trop besoin de nous pour leur propre action ! De plus, les yeux commencent à s'ouvrir : des militants d'extrême-gauche nous rejoignent pour contribuer à bâtir une organisation révolutionnaire insérée dans les luttes et capable de mener l'offensive unitaire sans laquelle il n'y a pas de victoire possible ni celle de la révolution, ni celle de l'autogestion.

l'Europe de la confusion

Bienheureuse « crise de l'énergie » : on sait enfin, grâce à elle, d'où viennent tous nos malheurs et si le Beaujolais n'est pas bon l'année prochaine, ce sera aussi la faute du pétrole et des Arabes. En tout cas, elle est tombée à point, cette crise, pour masquer un peu le désastre que représente la politique européenne de Pompidou. Car enfin, en 1972, au mois de novembre, n'y avait-il pas déjà eu un « Sommet » à Paris et la presse, aux ordres, n'avait-elle pas titré (comme aujourd'hui), qu'une nouvelle et importante étape avait été franchie vers l'unité européenne ?

LES chefs d'Etat avaient en effet décidé d'accélérer la formation d'une union économique et monétaire dont la première étape devait se terminer en décembre 1973.

Mais, dès que les lampions se sont éteints et que les flonflons de la fête se sont tus, la réalité est apparue bien morne : il a bien fallu reconnaître que l'Europe capitaliste n'existe pas ; il y a des Etats nationaux où la classe dominante peut avoir des intérêts communs et elle les défend contre toute menace extérieure ; il y a une communauté capitaliste atlantique, mais entre les deux, il n'y a aucune solidarité entre les capitalistes européens qui les oppose aux Américains ou aux Japonais.

C'est d'abord une crise monétaire qui a mis en lumière cette forte vérité : le « sommet de Paris » venait à peine de décider d'étendre la solidarité européenne à la monnaie que la chute du dollar amenait l'Italie et la Grande-Bretagne à laisser flotter leur monnaie en se désolidarisant de leurs partenaires.

quelques vérités sur la crise...

Et puis il y eut, au mois d'avril, les déclarations de Kissinger proposant une nouvelle négociation de l'alliance atlantique, où les Etats de l'Europe n'auraient pas d'autre mission que de préserver sur leur territoire les conditions de fonctionnement du capitalisme. Les neuf eurent des protestations indignées, mais très vite la crise du soja allait ramener leurs récriminations à leur juste mesure, qui est nulle. Il suffisait à Washington de ne plus fournir de soja aux pays d'Europe pour qu'on découvre l'ampleur de leur dépendance à l'égard des Etats-Unis.

Il y a, dans la C.E.E., une politique agricole commune, mais elle n'a pas pour but de satisfaire les besoins européens : elle sert seulement à accroître les profits des plus gros exploitants. Si les Américains ne livrent plus d'aliments pour le bétail, l'Europe est menacée de famine. La guerre du soja prit fin rapidement, mais il n'y eut plus d'obstacle à la révision de la charte atlantique.

Et puis il y eut l'annonce du « Nixon Round » qui doit se tenir à Tokyo au début de 1974 et qui obligera les pays d'Europe et sans doute le Japon à ouvrir davantage leur marché aux produits américains. Là encore, menaces, indignation de chaque pays européen, mais finalement il fallut s'incliner.

En automne, c'est d'abord la conférence monétaire de Nairobi qui marque un nouveau recul : les pays européens renoncent un peu plus à défendre leur monnaie nationale et n'ont à soutenir aucune monnaie commune : on s'achemine un peu plus vers un système où les intérêts des bourgeoisies nationales ou régionales ne trou-

vent plus à s'exprimer et où se déplace un capitalisme sans frontière.

Reste enfin la guerre du Proche-Orient, où l'Europe est absente et où Nixon s'offre un simulacre de crise nucléaire sans même en informer ses bons alliés européens.

Voilà le bilan qu'il fallait dresser à la veille du « sommet » de Copenhague : non seulement il n'était pas question de mettre en place la deuxième étape de l'union économique et monétaire (c'était pourtant l'éclatant succès de l'an dernier, ce qui établissait définitivement l'unité européenne) mais il fallait bien constater que nulle part, à aucun moment, sur aucun sujet, l'Europe n'avait eu une quelconque existence.

Heureusement il y a eu la « crise de l'énergie » et toutes les propagandes se sont emparées de l'affaire : si les neuf réunis à Copenhague pouvaient avoir l'air un tout petit peu d'accord contre les Arabes, ou contre le froid, ou contre la crise, enfin sur quelque chose, sur n'importe quoi, on pouvait faire oublier tous les échecs et les humiliations.

Mais, à propos, quelle crise de l'énergie ? Il y a quelques jours, la Lloyd's de Londres, la plus grande compagnie mondiale d'assurance qui assure ou réassure tous les navires d'un certain tonnage et qui n'a pas, en la matière, une réputation d'aimable plaisantin, a révélé que d'après son chiffre, non seulement il n'y a pas eu de réduction des fournitures de pétrole venant du Proche-Orient, mais même que la production a continué d'augmenter régulièrement et qu'elle était au début de décembre 1973, supérieure de 40 % au chiffre de l'année précédente à pareille époque.

Cela voudrait dire que les compagnies pétrolières auraient joué un gigantesque coup de bourse, qu'elles seraient en train de stocker et de créer les conditions d'une forte hausse des prix du pétrole où elles trouveront leur intérêt. S'il y a crise de l'énergie, ce n'est pas parce que les producteurs ont réellement réduit leurs fournitures, c'est que les grandes compagnies attendent pour réapprovisionner le marché que les prix aient suffisamment augmenté.

...et sur le congrès du P.S.

Que la véritable origine de la crise soit là ou non, il existe un remède et un seul : il consiste à **déterminer les besoins de la population des pays européens pour les années à venir et à prendre les mesures nécessaires, soit pour obliger les compagnies pétrolières à adapter leurs fournitures à ces besoins (si ce sont elles qui sont à l'origine de la pénurie) soit pour mettre en place des solutions de remplacement.**

Au lieu de cela, les décisions adop-

tées à Copenhague sont une véritable caricature des contradictions que l'on trouve dans la C.E.E. : les chefs d'Etat ont demandé à la commission de rassembler des informations sur la pénurie de pétrole, de proposer des solutions, mais elle ne pourra en aucun cas prendre des décisions.

La définition d'une politique commune de l'énergie se heurtera aux limites qui lui sont assignées : elle devra « assurer un fonctionnement ordonné du marché commun de l'énergie » et on ne voit pas comment elle pourrait être, dans ces conditions, autre chose que l'application de la loi de la libre concurrence.

C'est ce qui se produira aussi pour les sources d'énergie autres que le pétrole puisque, pour l'approvisionnement en uranium enrichi, les neuf ont refusé de dire qu'il faudra donner la préférence aux fournisseurs européens.

le avoir, quelles aspirations pourrait-elle satisfaire qui ne soient pas fondées sur la recherche du profit, c'est-à-dire sur la négation de l'Europe ?

La même question était posée au congrès du Parti socialiste à Bagnolet et en apparence les points de vue étaient très éloignés, pour ne pas dire opposés, entre Defferre qui ne trouvait de solution au problème que dans « le rétablissement de l'équilibre mondial sur le plan économique et monétaire » (c'est-à-dire le fonctionnement harmonieux de l'économie de marché dans l'ensemble du monde occidental) et le CERES pour qui l'Europe ne peut se constituer qu'à partir d'un changement de régime dans des pays membres. Il affirme que l'Europe est incompatible avec le régime capitaliste, qu'elle doit avoir pour objectif de se dégager de l'impérialisme américain, ce qui représentait un progrès considérable par rapport à tout ce que le P.S. a dit jusqu'ici sur le sujet,



Et on ne voit pas comment il pourrait en être autrement ; si l'Europe des neuf est un échec total, complet, ce n'est ni à cause de la malignité des événements, ni de la bêtise des dirigeants, ni même à cause de la puissance des Etats-Unis.

Le jeu de la loi du profit conduit aujourd'hui, s'il n'est pas contrarié, à la création d'un vaste marché indifférencié couvrant l'ensemble des pays « occidentaux ».

Construire l'Europe, c'est-à-dire un ensemble ayant son particularisme, son identité, capable de définir les objectifs de son développement, cela exige que l'on aille à l'encontre de la loi du marché. Or ce qui fait la raison d'être des couches au pouvoir dans les pays d'Europe, c'est leur attachement au capitalisme et elles lui resteront fidèles même si elles doivent en crever.

Et à supposer que ces mêmes couches sociales veuillent définir une politique, quels intérêts pourrait-elle servir ? Quelles perspectives pourrait-elle

même s'il n'allait pas jusqu'à fonder l'Europe sur l'autogestion, c'est-à-dire sur la définition des grandes options politiques par les travailleurs intéressés.

Finalement, le congrès s'est séparé en votant à l'unanimité un texte qui parvient, à force d'acrobatie de rédaction, à n'être inacceptable pour personne et qui multiplie les ambiguïtés sur la plupart des problèmes posés aux socialistes et aux autres.

La résolution finale du congrès de Bagnolet affirme que « ...la construction de l'Europe doit être poursuivie sans délai ni sans préalable. Les socialistes savent que l'Europe à construire ne peut être immédiatement une Europe socialiste. Ils choisissent de participer à sa construction... ». Mais elle ne dit comment le P.S. entend y parvenir ni sur quelles bases il entend bâtir cette Europe. Cela arrangerait pourtant bien Pompidou de savoir par quels moyens on peut arriver à faire l'Europe dans un régime purement capitaliste.

Bernard JAUMONT ■

tortures sans frontières

La liste des pays pratiquant sur leurs prisonniers des traitements cruels, inhumains, ou dégradants, est à elle seule la preuve d'une négation générale des principes posés par le droit international. En tête des puissances tortionnaires viennent sans doute les USA, soutenant ouvertement la plupart des régimes fascistes d'Amérique latine, la Grèce, le Vietnam du Sud, l'Espagne.

Mais loin d'y échapper, les puissances européennes dites libérales connaissent une vague sans précédent de tortures et de sévices gratuits sur les révolutionnaires, militants politiques ou simples suspects.

Et chaque système, chaque Etat, trouve ses « philosophes » pour en justifier l'utilisation : sauver d'autres vies humaines, lutter contre la guérilla ou faciliter une riposte graduelle.

Partout, dans un marécage de sang, le cynisme et l'absurde se cotoient.

une nouvelle science

Plus grave encore, la torture est aujourd'hui devenue une science qui possède ses chercheurs et ses spécialistes. Bien sûr, les vieilles techniques restent en honneur : on peut battre un homme sur la plante des pieds pendant des heures jusqu'à lui ôter la raison, le rouer de coups, le suspendre à « la pau de arara » des journées entières, brisant ainsi les muscles ou les os des bras et des jambes, utiliser l'électricité ou le supplice de l'eau. Mais des formes plus nouvelles de torture ont fait leur apparition : il s'agit souvent de sévices psychologiques tels qu'ils ont été utilisés par exemple en Irlande du Nord par les troupes britanniques.

On a trouvé l'origine de certaines de ces techniques dans l'entraînement des cosmonautes et les études qui les ont précédé ; il apparaît en effet que la résistance humaine à certaines conditions était très faible ; ainsi, un homme privé pendant plusieurs jours de tout contact avec la lumière et le bruit se trouve très vite en état proche de la folie. La même réaction est provoquée par un bruit violent et répété.

Finalement, c'est toujours la même image d'un homme hagard à la personnalité mentale désagrégée et dont les yeux trahissent une angoisse insupportable que « l'Année du tortionnaire » répète sans cesse, quels que soient la latitude, l'idéologie, les raisons ou le supplice infligé.

Or, ces modes nouveaux de torture que la science (encore un exemple de la prétendue neutralité de la science) met à la disposition des régimes tortionnaires ont des effets que la médecine est impuissante à combattre. Un homme torturé reste toute sa vie la proie de phénomènes mentaux pathologiques et la torture détruit encore la personnalité bien après que le tortionnaire a posé son instrument. Ces hommes enterrés vifs, laissés pour morts, « craquent » en d'étranges dépressions nerveuses vingt ans après la fin des régimes dont ils ont subi les violences.

● ERRATUM

Découvertes et culture-Loisirs est situé 94, rue N.-D.-des-Champs, à Paris - et non au 24.

La torture est partout, de toutes les époques et de toutes les idéologies. Le capitalisme en a fait l'un de ses moyens d'intimidation les plus efficaces. Mais comment oublier l'existence des asiles psychiatriques soviétiques et certaines geôles d'Europe de l'Est, ainsi que l'origine communiste de la technique dite de lavage de cerveaux ? L'histoire a connu des périodes de généralisation de la torture, suivies de brèves accalmies. Depuis quelques années, on assiste à une nette recrudescence de cette forme de violence. A tel point que 1973 mérite le nom d'« année du tortionnaire » selon le titre du film présenté par Amnesty International à l'occasion du 25^e anniversaire de la déclaration universelle des Droits de l'homme.

Face à l'absurde, à la répugnante férocité du bourreau, c'est évidemment la condamnation de la torture qui s'impose — mais condamner c'est s'obliger à définir et à analyser les causes. Or, à ce niveau, le film projeté par Amnesty International en est resté aux déclarations de principe, on s'est borné à suggérer les questions. Il sera donc intéressant de voir ultérieurement les rapports du colloque sur l'abolition de la torture sur ce point.

A la lecture de l'actualité récente, il semble cependant que l'on puisse aller plus loin et analyser le contexte dans lequel se situe la torture. Il s'agit d'une part des Etats dans lesquels un pouvoir en place tente de juguler toute tentative de révolte d'une minorité. Tels sont les cas du Chili, de la Grèce et du Brésil par exemple.

Dans les autres cas, la torture est connue comme réponse à une forme particulière d'agression ; ainsi, la nécessité de torturer est-elle invoquée pour lutter contre la guérilla urbaine. Enfin, il faut signaler l'existence d'une contre-torture pratiquée en particulier par des mouvements révolutionnaires d'Amérique Latine.

L'utilisation de la torture est-elle condamnable en toute hypothèse ? Sans dissimuler qu'un débat reste ouvert, la torture n'étant qu'une des formes de la violence politique qui, elle, est justifiable. Je crois que toute utilisation de « la question » est condamnable par définition : la torture est en effet une atteinte à la personnalité bien plus qu'à la personne, niant par là même fondamentalement les choix de la liberté de l'adversaire.

un grave malentendu

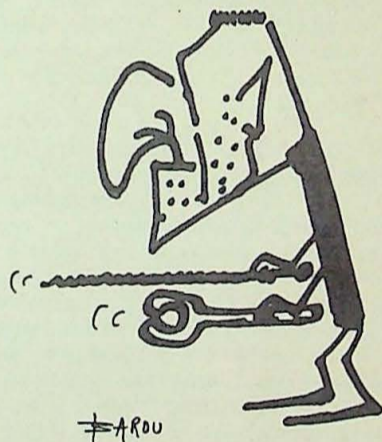
Il n'en reste pas moins que certains cas évoqués au cours du film ne trouvent aucune réponse, ni au niveau moral, ni au niveau politique. « Une bombe est placée dans la soute d'un avion en vol, je sais qu'elle va exploser, visant ainsi les deux cents passagers de l'appareil. Vais-je renoncer à torturer l'éventuel responsable qui seul est à même de la désamorcer ? Ou laisser exploser l'avion ? » a dit l'une des personnalités dont les interviews constituent la trame du film. C'est peut-être là le nœud du problème : comment éviter dès lors que la torture puisse normalement se justifier au titre de la légitime défense, qu'une extension ne s'ensuive ?

On va justifier ainsi le passage à tabac de simples témoins dans les commissariats : ne pas obliger à parler celui qui sait, n'est-ce pas laisser à un assassin la liberté de commettre de nouveaux crimes ? Faut-il dès lors laisser ouverte la possibilité de tortu-

rer selon l'innocence supposée de la victime ? On rejoint ainsi les grandes interrogations posées par la science pénitentiaire et sur lesquelles il faudra bien un jour que notre socialisme se penche.

A voir cependant l'atroce répression chilienne et la cruauté absurde frapper aux quatre coins de la planète, on ne peut s'empêcher de poser la question fondamentale. Pourquoi ?

Ceux qui sont contre la torture, ce sont ceux qui se torturent les meninges !



Pourquoi ce sang et cette violence ? Pourquoi ces tristes scènes, toujours les mêmes sous toutes les latitudes ? Où sont les responsables puisque l'on ne peut accuser telle ou telle idéologie ? La tentation est bien sûr d'accuser l'homme, de ne voir dans la torture qu'un échec de l'humanisme et de camoufler ainsi la responsabilité de chaque système ; où à l'inverse d'aboutir à une condamnation en bloc de la politique.

Ces deux attitudes ont fondé la plupart des articles écrits à l'occasion du 25^e anniversaire des Droits de

l'Homme. Citons ici Jacques Madoule dans « Le Monde » : « La torture disparaîtra le jour où nous admettrons que l'autre puisse demeurer autre, tout en restant homme et en conservant le droit à un minimum de respect en tant qu'homme ».

Il y a en fait ici un malentendu grave : la plupart des Etats qui pratiquent la torture admettent en fait et en droit les principes moraux et humanistes, la plupart de ces Etats ont signé les déclarations des Droits de l'homme ; leur morale est souvent fondamentalement humaniste. Et néanmoins, elles ordonnent ou tout au moins couvrent de pareilles pratiques. Le refus de l'Unesco de prêter ses locaux à Amnesty International prouve suffisamment que la torture n'est pas le fait de quelques nations marginales.

Quant aux hommes, l'examen de la personnalité du tortionnaire effectué par des médecins et des psychiatres montre que la plupart de ceux qui torturent sont des individus normaux, obéissant à des ordres ou agissant selon une tradition dominante. « Lorsque je viens ici, je laisse mon cœur à la maison », a dit un tortionnaire chilien à sa victime. L'homme ici n'est qu'un instrument face au jeu de l'histoire qui le dépasse ; le condamner ne sert à rien.

au delà d'une morale individuelle

Dès lors, s'agit-il d'informer, d'invoquer le respect de l'homme et les valeurs morales ? S'il est certes nécessaire « d'élever la voix pour ceux qui peuvent le faire » comme le dira le président d'Amnesty International, il semble qu'il faille pousser la réflexion plus loin. Il est clair qu'il y a des situations objectivement favorables à l'apparition de la torture. Tel est le cas, en particulier lorsque existe une armée ou une police garante des valeurs du système inculquant à ses membres une caricature d'idéologie et capable d'endosser la responsabilité collective des actes commis par les individus.

Tel est le cas aussi, lorsqu'une opinion publique est délibérément tenue à l'état de majorité silencieuse, comme l'est par exemple la société américaine. Car il est bien évident que si dans la représentation individuelle, la torture est rejetée en tant que fait, elle est implicitement admise par la majorité en tant que moyen de défense possible. C'est sans doute à ce niveau qu'il faut rechercher les responsabilités et les remèdes.

Pascal HONORE ■

CRITIQUE SOCIALISTE N° 15 est paru

Au sommaire :

- La crise du système judiciaire français.
- Où en est le Parti socialiste ?
- Débat autour des firmes multinationales et l'avenir de l'Europe.
- Le quartier dans le cadre de vie urbain.

HALTE AU RACISME SAUVAGE !

ATENTAT sanglant vendredi 14 décembre contre le consulat algérien à Marseille. Une nouvelle étape de la montée du racisme et du fascisme en France. Jeudi 17, deux mobilisations pour répondre à cet attentat.

A l'appel du **Mouvement des Travailleurs Arabes**, grève générale dans le Midi de la France et imposante manifestation lors de l'enterrement des victimes. A Paris, manifestation aussi regroupant travailleurs français et immigrés et plusieurs organisations dont le **PSU**, la **Cause du Peuple, Rouge, Révolution**, etc.

Dès l'annonce de l'attentat, le PSU avait envoyé un télégramme et pris position par ce communiqué :

Le PSU s'est élevé avec vigueur contre l'ignoble attentat ra-

ciste qui vient d'être perpétré à Marseille. Solidaire des victimes et de tous nos camarades Algériens, le PSU exige que tout soit mis en œuvre pour retrouver et châtier les coupables. Ce sont les mêmes qui soutiennent les assassins du Chili, fomentent les crimes racistes et propagent l'idée d'expéditions punitives contre les peuples arabes pour occuper les puits de pétrole. Il faut mettre un terme aux agissements des fascistes et des nostalgiques du colonialisme que le pouvoir laisse redresser la tête.

Le PSU appelle les jeunes, les travailleurs et toute la population à assurer plus que jamais le succès de la manifestation unitaire organisée à Paris le mercredi 19 décembre à l'appel du collectif de défense des libertés : les fascistes français, les assassins de nos camarades Algériens et les complices de la junte qui massacre nos camarades Chiliens, ne doivent pas pouvoir former leur sinistre cortège.



L'hystérique Marcellin tient bon...

DANS tous les pays du monde (à l'exception bien sûr de la Grèce, de l'Espagne, du Portugal, du Chili et autres dictatures), un Marcellin compromis comme il l'est dans cette affaire du « Canard » aurait démissionné. Mais nous sommes en France. Dans un pays où depuis cinq ans voit se décomposer les séquelles du gaullisme. L'odeur de pourriture était particulièrement forte ce vendredi 14 décembre quand on entendit le sieur Marcellin, écumant de rage et bavant ses diatribes hystériques.

Au lieu de répondre au problème précis de ses responsabilités dans l'affaire du Canard Enchaîné, Marcellin a voulu se faire passer pour un petit martyr et on a même entendu cet homme qui fit son premier apprentissage politique comme pétaïnite, donner des leçons à l'opposition.

Marcellin n'a donc pas démissionné : le gouvernement et Pompidou sont solidaires. Dans la tempête qui fait rage, on ne peut pas abandonner le timonier de

l'ordre public, le premier flic de France, celui qui symbolise l'Etat, l'Etat policier bien entendu.

Démissionner à « chaud », reconnaître la nature des ordres donnés à la police (parallèle ou non) en matière d'écoutes, et de flicage de toutes sortes, c'eût été pour ce gouvernement et pour ce régime, un aveu de faillite.

Comme ce Parlement, au demeurant, ne sert à rien (sauf bien entendu à voter le rejet de tout ce qui pourrait mettre en cause le gouvernement : exemple le rejet de la proposition visant à nommer une commission parlementaire sur les écoutes), toute mise en cause d'un membre du gouvernement, fait se ressouder la façade : faire front devant l'abîme, devant la crise politique et sociale inéluctable, voilà la seule stratégie de ce pouvoir.

Il y a cependant une autre raison à cette solidarité de façade (elle est de façade car on sait qu'à l'intérieur ça remue comme un panier de crabes) : c'est une raison

propre au rôle personnel qu'a pu jouer depuis cinq ans et demi le sieur Marcellin, aux conditions dans lesquelles il a fait de ce ministère de l'Intérieur sa « chose », aux dossiers compromettants qu'il possède, sur certains de ses collègues de la majorité et d'une manière générale à la difficulté de démissionner « à chaud » un homme qui sait tellement de choses : « Si vous me virez en me faisant perdre la face, après moi le déluge, je dirai tout ».

L'homme fort de ce régime, ce n'est

pas Pompidou : c'est Marcellin. Voilà qui en dit long sur ses perspectives. Le vent de la tempête souffle sur ce régime, et pourtant il contrôle le Parlement, tient en main tous les rouages de l'Etat, développe son dispositif policier, et la crise sociale et économique ne fait que s'esquisser à l'horizon.

Tiens bon, Marcellin, tiens bon : accroche-toi au bastingage. Lorsque le vent soufflera plus fort, ta chute sera plus brutale encore.

Jean VERGER ■

coup de force à Grenoble

Le local de la fédération PSU de l'Isère, à Grenoble, a été mis à sac dans la nuit de dimanche à lundi. Du matériel divers, des fichiers, des documents internes, etc. ont été pillés par des inconnus.

Le bureau national du parti

dénonce vigoureusement cette action et, constatant que, devant ce vol, la police refuse d'intervenir, exige l'ouverture d'une enquête sérieuse. Il soutient les démarches effectuées dans ce sens par la fédération de l'Isère.

LIBAIR

VACANCES
VOYAGES
LOISIRS

VACANCES A LA NEIGE

1 semaine à SAMOENS à partir de 315 F
1 week-end au MONT DORE à partir de 170 F

VOYAGES EN LIBERTE

Du 22 décembre au 2 janvier : NOEL au SAHARA 1150 F
NOEL au SENEGAL 1600 F

EXPEDITIONS

Du 18 décembre au 6 janvier : MAROC GRAND SUD 1000 F
PARIS-TAMANRASET 1600 F

Du 22 décembre au 1er janvier : MEXIQUE 2390 F
3 semaines au KENYA 2695 F

VOYAGES A LA CARTE

adaptés à vos projets

nous avons beaucoup de séjours à vous proposer. DEMANDEZ NOTRE BROCHURE

BON A DECOUPER ET A RETOURNER

LIBAIR, 17 rue de Turbigo - 75002 PARIS - Tél. 231.97.94
Ag. Voy. Lic. A 669 - R.C. Paris 73 B 188

NOM..... Prénom.....
Rue..... N°.....
VILLE..... Dépt.....
Je désire recevoir votre documentation.....



Pour la France Bourgeoise le port du double casque est obligatoire (casque de maintien (de l'ordre) et casque d'écoute)

LIP : les quatre s

LES Lip ont gagné. Oui, il ne s'agit pas d'un canular ou d'une plaisanterie de mauvais goût. Mais ils n'ont gagné que pour les autres. Pour tous les autres travailleurs. Toutes les études économiques nous disent que vers la deuxième moitié de 1974, nous courrons allègrement vers les 700.000 chômeurs. La bataille sur l'emploi est toujours une bataille difficile. La peur de perdre son emploi empêche trop souvent de lutter. Ce complexe a été taillé en pièce par Lip. Huit mois de lutte, c'est un exemple que l'on n'oubliera pas. Aujourd'hui, on sait que l'on peut oser, que l'on peut se battre sur l'emploi.

La forme du combat qu'ils ont mise en avant a fait considérablement avancer tous les travailleurs. Ils ont démontré qu'au lieu de se défendre, on pouvait attaquer, qu'au lieu de subir, on pouvait imposer. Demandez donc déjà à Romans, à Péchiney, à Lorient, à Cerizay. Ils nous ont appris que l'on pouvait lutter non seulement pour défendre son emploi, tenter de le sauver, mais aussi pour l'imposer.

700.000 chômeurs prévus, mais déjà, grâce à Lip, nous savons que plus une lutte sur l'emploi ne sera comme avant. La résignation fera place à l'action. Nous le savons, et le patronat le sait aussi. Ce n'est pas par bonté d'âme que Bidegain a réglé au plus vite le problème de Romans. Ce n'est pas parce que la justice a changé de nature qu'à Lorient, c'est le patron qui a perdu. Il fallait, pour la bourgeoisie, éviter que la « gangrène » se répande.

Aujourd'hui, le patronat accepte des négociations globales sur l'emploi. Il est évident que sans Lip, il ne l'aurait pas fait. Il fera des concessions, pas tout de suite, bien sûr, plus tard, lorsque Lip aura un peu disparu de l'avant-scène, mais ce sera grâce à Lip.

1 Ebauches S.A.

● La première, c'est le plan d'Ebauches S.A. Celui-là, on le connaît par cœur depuis huit mois. Transformation de Lip en chaîne de montage. Cela veut dire, suppression de l'atelier machine-outil (c'est déjà fort), suppression de l'atelier équipement civil et militaire, suppression de l'atelier mécanique, suppression de la partie manufacture de l'atelier horlogerie.

Ce plan présente bien des avantages pour Ebauches S.A. Une montre, cela comporte plusieurs parties. Ebauches fabrique déjà toutes ces composantes. En les faisant assembler à Lip et en se servant d'une marque connue, c'est très rentable. De plus, fabriquer les pièces détachées en Suisse et en Allemagne, faire le montage en France, voilà une stratégie de firme multinationale qui empêche toute intervention d'un quelconque des Etats dans ses affaires.

Seulement voilà, même du point de vue capitaliste, il y a un ennui. C'est que cette stratégie est basée uniquement sur une entreprise suisse. Or, aujourd'hui, le danger pour l'horlogerie européenne, c'est l'invasion américaine (déjà bien commencée avec

Les 1.200 Lip ont établi un rapport de force national qui pèsera lourd lors du combat global que toutes les forces ouvrières, syndicales et politiques vont mener sur le problème de l'emploi. Ils ont aussi redonné de la combativité à la classe ouvrière pour lutter sur tous les autres terrains. Ils ont, comme l'on dit, créé un autre climat.

Oui, les Lip ont gagné pour les autres. Mais il leur reste une tâche importante, gagner aussi pour eux : sauver leur emploi, sauver leur entreprise. Ce qu'ils ont imposé, ce que leur lutte imposera dans l'avenir, le capitalisme et son pouvoir ne peuvent le leur pardonner. Ils feront tout pour les « punir ». Nous ferons tout pour les aider.

Ils ont dû tout subir, les fausses solutions, les fausses négociations, les faux espoirs, les fausses raisons économiques (mais les vraies raisons politiques) pour faire échouer un projet économique qui pouvait sauver leur entreprise.

Aujourd'hui, qu'est-ce qui est possible ? Quatre solutions, que nous allons examiner une à une.

Kelton ou Timex) et japonaise. Il faut, pour lui résister, une taille qui ne peut être qu'européenne. La stratégie d'Ebauches est vouée, d'une manière purement capitaliste, à l'échec. La maison-mère, l'ASSUAG, l'a très bien compris, qui a joué à fond la carte du plan INTER-FINEXA que nous verrons plus loin, et va changer au début de l'année 1974, toute la direction d'Ebauches S.A.

Du point de vue des travailleurs — ce qui nous intéresse — que peut donner l'application de ce plan ? Tout d'abord, il y aurait démantèlement de Palente. C'est l'opération qu'actuellement on tente d'imposer avec la reprise de l'atelier équipement par SPE-MELEC. Restent l'horlogerie et la mécanique. La mécanique, dans ce cadre, ne sert plus à rien, et valsez les Piaget, les Burgy, les Vittot, valsez les sections syndicales CFDT et CGT. On fait d'une pierre deux coups. Quant à l'horlogerie, une bonne partie du personnel est aussi à licencier, toute la partie manufacture.

Cette solution est inacceptable par les travailleurs de Lip, elle l'est aussi pour tous les travailleurs. Alors, on peut imaginer que le pouvoir essaiera

des replâtrages autour de ce qu'il est convenu d'appeler pudiquement des ateliers protégés. Cette solution, si elle n'est pas une victoire, éviterait en tout cas la défaite. Ce serait un statu quo très provisoire. L'horlogerie à base uniquement suisse ne tiendrait pas

longtemps. Un — ou des ateliers protégés, cela dure six mois, un an pas plus. Nous voyons qu'en tout état de cause, cela n'apporte aucune solution durable, ce ne serait qu'une trêve. Et inévitablement, la lutte reprendra.

2 Interfinexa

● La deuxième solution, c'est le plan INTERFINEXA. Ce plan, c'est la fameuse solution industrielle dont Messmer et Charbonnel ont dit que, malheureusement, toutes les conditions à son financement n'étaient pas réunies. A l'origine de ce plan, les patrons tels Riboud et Bidegain, et une idée que Lip c'est rentable. Si on lui donne une taille et des moyens suffisants, il peut permettre de contrecarrer les offensives américaines et japonaises et, pourquoi pas, d'aller les attaquer chez eux. Le matériel est là, la technique est de première qualité, les travailleurs, des professionnels de haute qualification. L'ASSUAG, maison-mère d'EBAUCHES S.A., rejoint ce groupe.

Mais cela ne fait pas un projet, tout au plus une idée. Pour atteindre la taille nécessaire, il faut l'accord d'autres groupes, JAZ, JAEGER, THOMSON en sont. Le projet prend corps, reste le problème du financement. Il faut environ 45 millions de francs pour redémarrer. Une vingtaine peuvent être apportés par les groupes industriels. Il faut un soutien bancaire pour le reste. Trois banques nationalisées apportent 8 millions chacune, mais sous une condition : ces trois banques le font ensemble, si l'une lâche, les autres s'en vont.

Une première bataille s'engage à l'intérieur du patronat. Elle oppose les tenants d'un durcissement à ceux qui ont compris que le gâteau était bon. Finalement, Ceyrac va lui-même présenter le dossier. Il ne manque pas un bouton de guêpe, pas même le PDG. C'est alors que nous apprenons que la Société Générale retire son accord, donc les deux autres banques se retirent, etc.

Ce projet était, dans le régime où nous sommes, le plus sérieux, le plus réaliste.

Pour les travailleurs, cela voulait dire, pas ou pratiquement pas de licenciements, pas de démantèlement. C'était une victoire et cela le pouvoir ne l'a pas accepté.

Il est clair que c'est politiquement et non économiquement que l'on a fait échouer ce projet. Notre lutte doit porter sur ce point. Notre campagne contre la SOCIÉTÉ GÉNÉRALE, c'est une bataille politique que nous mènerons.

La Société Générale refuse son argent à Lip, refusez votre argent à la Société Générale, ce n'est pas un slogan, ce doit être un combat politique concret.

Alors, cette solution est-elle finie, enterrée ? Pas si sûr, à l'heure où j'écris ces lignes. Charbonnel réunit les tenants du projet industriel et les représentants des organisations syndicales. Ce n'est pas par bonté d'âme qu'ils le font, mais bien sûr parce que les pressions de toutes sortes les y obligent. Nous allons revenir plus loin sur les agissements de ce triste sire.

Notre bataille sur la Société Générale est destinée à accentuer plus encore le rapport de force. Les travailleurs de France doivent montrer qu'ils n'accepteront pas que pour 8 millions refusés sur ordre direct ou indirect du pouvoir, Lip n'existe plus, que 1.000 emplois soient sacrifiés. Ils doivent montrer qu'ils refusent le règlement de compte politique que veut imposer le pouvoir.

L'ILLUSTRATION

Arrêtez
votre choix sur un
Chronomètre

LIP

si vous voulez une bonne Montre Française

olutions

3 régie nationale

● La troisième solution, c'est notre proposition de **régie nationale**. Nous disons que c'est le capitalisme, et plus particulièrement **EBAUCHES S.A.**, qui a mis volontairement Lip dans l'état économique où il se trouve. Nous disons que c'est le pouvoir au service du capitalisme qui a empêché que jusqu'à maintenant, une solution réelle soit trouvée. Nous disons que ce n'est pas aux travailleurs de faire des frais de tout cela. Alors que le pouvoir prene ses responsabilités. Il a fermé les yeux, il a couvert, par Charbonnel interposé, le plan **EBAUCHES S.A.**

Nous proposons, dans un projet de loi, la création d'une régie nationale provisoire sur trois ans. Le pouvoir responsable de la situation devra remettre sur pied l'entreprise sans licenciements, sans démantèlement. Nous avons démontré économiquement que c'est possible. Ensuite, au choix des travailleurs, cette société reprendra son autonomie dans le cadre qui convient le mieux.

Cette proposition de loi vise à dé-

signer qui est le vrai responsable et donc qui doit assumer cette responsabilité. Nous sommes prêts à en discuter avec toutes les formations politiques de la gauche. Nous l'avons écrit au **MRC**, au **PC**, au **PS**. Nous sommes prêts, dans le cadre de cette discussion, à accepter les modifications qui permettraient d'ouvrir le front le plus large possible.

Nous n'avons toujours pas de réponse du **PCF**. Le **MRG** peut accepter d'en parler, le **PS** considère qu'il n'y a pas lieu de discuter de Lip et qu'il n'y a pas d'initiative à prendre.

Nous considérons, au **PSU**, qu'il y a des initiatives à prendre ; nous considérons qu'il faut attaquer le responsable de la situation ; nous considérons que, en tant que parti politique de gauche se réclamant du socialisme, nous devons politiquement attaquer ce pouvoir qui, ouvertement, se montre de droite et défend les intérêts du patronat. Nous espérons ne pas rester les seuls, mais de toute façon, cela n'arrêtera pas notre combat.

4 coopérative ouvrière

● La quatrième solution, c'est la **coopérative ouvrière**. Il n'y a pas d'ilot socialiste dans une société capitaliste. C'est une fausse solution — la preuve, Charbonnel l'a proposée. Tous ces arguments, nous les connaissons. Nous en avons même d'autres à proposer. Dans la situation économique où les propriétaires précédents de l'entreprise l'ont placée, une coopérative ouvrière est quasi impossible à mettre en place. Trouver le financement préalable, réorganiser les circuits de vente, relève du domaine de l'utopie, car tout sera fait pour qu'ils échouent. A l'intérieur de ce système, l'environnement capitaliste peut imposer de telles contraintes à la coopérative que les travailleurs peuvent être amenés, pour survivre,

à prendre des mesures qu'ils n'accepteraient pas d'un patron.

Tout cela est vrai et bien d'autres choses encore. Notamment si Lip ne s'en sort qu'avec une coopérative ouvrière, cela veut dire que dans l'avenir pour les futures luttes sur l'emploi, nous proposons comme solution la coopérative ouvrière.

Lorsque l'on a dit tout cela, nous n'avons pas de grandes perspectives de solution. Nous sommes aujourd'hui dans un régime capitaliste, des travailleurs défendent leur emploi. Si pour eux, le seul moyen de le sauver, c'est la coopérative ouvrière, s'ils choisissent — parce que finalement, n'ayant pas d'autre choix — cette solution, nous nous devons de tout faire pour les aider, même par une souscription nationale.

une nouvelle phase du combat

Mais aujourd'hui, nous n'en sommes pas là, les quatre possibilités sont encore ouvertes. Notre lutte doit donc permettre de renforcer le rapport de forces pour que les Lip prennent celui qui le mieux répond à leurs revendications. Cela n'est pas facile.

Le blocage fondamental est politique, avec **Charbonnel** en tête. Revenons d'ailleurs sur ce **ministre du démantèlement industriel**. Depuis le début, il soutient la solution **Ebauches SA**. Or, nous voyons aujourd'hui que cette solution n'a aucun avenir industriel. Et c'est lui qui a lancé Giraud. Ce ne pouvait être qu'un échec, puisque là encore il s'agissait d'appliquer le plan **Ebauches S.A.**

Lorsque le nouveau plan industriel est apparu, ou bien il laissait passer et c'était la preuve de son incroyable incompetence ou de sa volonté politique de ne pas aboutir à Lip ; ou bien il le bloquait par un moyen direct ou indirect, sauvant la face et momentanément, sa place. Comme dirait Messmer, je ne veux pas dire qu'il l'ait fait, je dis qu'on peut l'imaginer. Résultat : on s'aperçoit que cela veut dire démantèlement et que le secteur horloger seul ne pourra exister que si les Suisses Jaz, Jaeger sont dans le coup et l'on revient au plan **Interfinexa** — celui qu'il a, disent les mauvaises langues, fait échouer.

Il y a de quoi être un peu atterré par une telle attitude et l'on serait tenté de crier Charbonnel démission ! Mais si l'incompétence, la bêtise ou la crapulerie étaient facteur de démission, cela se saurait. Messmer, démission, Marcellin, démission, etc. Ce ne serait plus un gouvernement, mais un désert de fauteuils vides. Ils ne sont que les pantins d'un système économique qui a besoin d'eux pour assurer sa domination. Ils étaient là pour ça ; disciplinés aux ordres.

Notre combat est politique. Oui, défendre l'emploi des Lip, c'est s'attaquer au régime dans lequel nous vi-

vons. Nous continuerons à le mener par des campagnes d'explication, d'information pour contrecarrer les incroyables mensonges gouvernementaux. Nous mènerons contre la **Société Générale** le combat qu'il faut mener, à la fois pour la faire reculer, mais aussi pour montrer au pouvoir que l'on ne se moque pas impunément des travailleurs.

Pauvre Messmer, lorsque l'on se souvient de l'époque où il croyait bêtement que Lip c'était fini. Une nouvelle phase du combat commence.

Alain RANNOU ■

OPERATION SOCIÉTÉ GÉNÉRALE

NOUS commençons à recevoir à TS des coupons de tous ceux qui, à titre individuel ou collectif, commencent à retirer leurs fonds de la **Société Générale**. D'après nos informations, on commence à s'agiter pas mal dans les hautes sphères de cette banque et on va jusqu'à dire que peut-être si un autre projet industriel se présentait, la **Société Générale** n'aurait sans doute plus la même attitude... Preuve que nous touchons juste par cette campagne. Comme Charbonnel commence à se rendre compte que seules les bases du projet « **Inter-finexa** » que rappelle ci-contre Alain Rannou, peuvent servir de base à une relance de Lip, il est plus que jamais nécessaire de maintenir une pression extrêmement forte dans la période actuelle. La campagne « **Société Générale** » peut être un élément important d'une relance de l'explication et de la mobilisation sur Lip.

Le problème en effet est simple : l'essentiel du projet industriel et le blocage gouvernemental ont été révélés par la **CFDT** lors d'une conférence de presse et par le **PSU**, lors de l'intervention de Michel Rocard au Conseil national. Mais jusqu'ici,

tout cela paraît encore dans la presse sous la forme d'une bataille compliquée entre spécialistes économiques. Il nous faut donc déclencher une grande action d'information et de mobilisation : les textes parus dans TS la semaine dernière, l'article d'Alain Rannou cette semaine en fournissent les bases.

Plusieurs moyens peuvent être utilisés : reproduction de ces articles dans des tracts ou des journaux régionaux et fédéraux, affichage de la « une » de TS de la semaine dernière, détournement des publicités de la **Société Générale**, piquets d'information à la porte de ses succursales, etc.

Nous faisons également appel à tous ceux (plus de 2.000) qui ont signé le **Manifeste des recéleurs** pour qu'ils participent activement à cette campagne. Lip ce n'est plus « fini », cela est désormais démontré. Lip, au contraire, est désormais un enjeu pour toutes les luttes sur l'emploi qui prendront une importance croissante dans les mois qui viennent.

« **Lip pour tous, tous pour Lip** ». Voilà un slogan qui doit garder toute son actualité ! ■

● Voici un modèle de lettre que nous suggérons d'envoyer à la **Société Générale**.

Monsieur,

Un projet industriel cohérent permettant de relancer l'entreprise Lip sur des bases viables, d'assurer le non-démantèlement de l'entreprise et le réemploi du maximum de salariés a été soumis dernièrement au Gouvernement. Ce projet supposait, pour assurer le redémarrage de l'entreprise, une enveloppe financière de 40 millions. La **Société Générale** devait fournir 8 millions. Elle les a refusés. Que votre direction ait pris cette décision de son propre chef ou à la suite de pressions gouvernementales, ne change rien au problème.

Je me refuse donc à placer mon argent plus longtemps dans votre ban-

que. Je vous prie par conséquent de noter qu'à ce jour, je prends toutes dispositions pour retirer mon argent de votre société.

Veuillez agréer, etc.

Signature

● Nous tiendrons régulièrement dans « T.S. » un bilan de l'opération « Refusez votre argent à la Société Générale ». Bon à retourner à « T.S. », 9, rue Borromée, 75015 Paris.

Nom
Prénom
Adresse

Je déclare avoir retiré mon argent de la Société Générale, soit la somme de (1)

(1) Indication utile pour établir un bilan financier.

entretien avec Julio Gomez, du M.I.R.

Chili : déjà trois mois depuis le coup d'Etat militaire. Déjà trois mois que le fascisme sévit contre le peuple pour entreprendre son œuvre de « reconstruction nationale ». Mais la tâche paraît bien difficile : il lui faut la complicité du capitalisme international. Et pour cela elle délègue son plus « digne » représentant : Villarín, que des camarades du Comité de soutien à la lutte révolutionnaire du peuple chilien ont su, dimanche à Paris, accueillir comme il se devait. Comme quoi il n'est pas toujours commode de faire le démarcheur en fascisme, même dans un pays pourtant trop accueillant à cet égard. La vigilance des révolutionnaires du monde entier, c'est bien sur elle, notamment, que compte s'appuyer la résistance chilienne en cours d'organisation.

Représentant du MIR (Mouvement de la Gauche révolutionnaire) en Europe, Julio Gomez nous dit ici ses raisons d'espérer.

• Par opposition aux schémas tout plaqués qu'une partie de l'extrême-gauche française « refile » à la moindre occasion pour tenter d'analyser ce qui s'est passé au Chili, peux-tu, en quelques mots, préciser de quelle manière vous avez, au MIR, tiré les enseignements du putsch, notamment en ce qui concerne les militaires et votre action dans l'armée ?

Julio Gomez. — Par la position politique même qu'on avait vis-à-vis de l'Unité populaire, le travail politique à l'intérieur de l'armée était un des éléments fondamentaux de notre stratégie. Dans la mesure où on savait que la victoire électorale donnait le droit d'être au gouvernement, mais pas du tout de contrôler — même pas l'appareil de l'Etat — il était fondamental de reposer dans de nouveaux termes la question de la stratégie du pouvoir. Dans une conception léniniste, c'est classique de se poser le problème de la lutte contre la hiérarchie militaire, pour la démocratisation de l'armée, etc., comme un des éléments d'une stratégie militaire. C'est vrai qu'au Chili ça posait des difficultés dans la mesure même où la stratégie de l'UP « comptabilisait » la légalité comme un élément favorable. Donc ça posait des limites aux initiatives générales de la gauche révolutionnaire. D'une certaine manière, en 1970, c'était quand même la voie parlementaire — la voie démocratique — qui était victorieuse à court terme. Pour nous, ce qui était important, c'était plutôt la démocratisation de la vie politique en général. C'était un peu contradictoire dans la mesure où cette démocratisation elle-même devait mettre en question la vie politique bourgeoise. Mais cette phase nous était imposée par le respect par l'UP de la légalité bourgeoise. C'était la règle du jeu fixée par l'UP et épuisée par elle en tant qu'expérience politique.

Dans ces conditions, le problème du travail dans l'armée était très délicat. Au point même que, jusqu'en juin 73, nous devions toujours nous situer sur cette question en opposition avec l'Unité populaire qui négociait avec la hiérarchie militaire pour l'intégrer au processus, sans remettre en cause cette hiérarchie.

• ... et il y a eu la tentative de putsch du 29 juin...

J. G. — Oui, et c'est alors que notre politique a eu la possibilité de devenir publique et de se développer rapidement car l'existence de ces officiers putschistes — dénoncée déjà par nous — apparaissait enfin dans sa réalité. C'était la démythification du rôle légaliste de l'armée. Donc, les mots d'ordre du type « désobéissance aux militaires putschistes » n'avaient plus allure de provocation, mais s'appuyaient sur une situation concrète. Et cela a permis que d'autres forces de gauche — comme le parti Socialiste et le MAPU ou même la Gauche chrétienne — s'engagent dans cette voie. Cela correspondait aussi à une politisation de larges couches de l'armée, un des deux phénomènes les plus importants issus de la crise du 29 juin.

L'autre, c'était le début de l'armement des mouvements populaires. Ce sont ces deux phénomènes qui ont déclenché l'offensive militaire à partir de juillet et d'août sous le couvert de la loi sur le contrôle des armes.

On a fait une course contre le temps et contre les conditions politiques, très difficiles jusqu'à ce moment-là : l'armée avait eu depuis le 4 décembre 1970 pour se réorganiser en vue d'opposer une alter-

native à l'Unité populaire. Et cela dans des conditions tout à fait favorables car l'armée était une branche de l'appareil répressif de l'Etat qui n'avait pas été touchée. Tandis que le mouvement des masses n'avait pu réellement développer certains organes de pouvoir populaire qu'à partir de la grande offensive de la bourgeoisie d'octobre 72, et de faire une certaine expérience d'armement qu'après juin 73.

• ... Il y avait donc un important décalage...

J. G. — Oui, et accentué encore plus par la position pacifiste du réformisme et les hésitations du centrisme qui ont permis l'utilisation ouverte de l'armée par la loi de contrôle sur les armes et la constitution de cabinets militaires. Donc, non seulement une répression directe des masses, mais aussi une grande confusion dans la conscience du peuple.

Mais notre bilan est positif : les événements mêmes du 11 septembre ont montré que d'importants combats se sont produits à l'intérieur de l'armée où, d'autre part, une épuration énorme a été nécessaire. Et il y a encore jusqu'à maintenant de grandes difficultés dans l'armée pour l'utilisation par les fascistes de certains secteurs. Tout notre travail continue à avoir des conséquences politiques et idéologiques. Donc, les effets à moyen terme de la politique du MIR sur l'armée ne sont pas tout à fait terminés.

• Bilan positif, dis-tu. Mais ça n'a pas empêché le coup d'Etat. Est-ce parce que vous avez manqué de temps et de moyens ou bien parce que — et c'était l'analyse de certains camarades du MLR — le putsch s'inscrivait comme une étape « naturelle » dans le processus de l'affrontement de classe ?

J. G. — Depuis deux ans, nous disions que l'alternative serait : le socialisme ou le fascisme. On ne croyait plus à l'illusion d'un gouvernement du type démocratie chrétienne avec certaines nuances de caractère fasciste. C'était l'idée que la vie parlementaire au Chili, c'était terminée, que l'équipe de remplacement serait nécessairement du type dictature militaire avec une dynamique pro-fasciste. Dans cette hypothèse, le rapport de forces était des plus défavorables. On avait dit déjà, en 70, que l'arrivée au gouvernement de l'UP ne changeait pas la stratégie révolutionnaire au Chili, mais modifiait les conditions du début d'une large guerre révolutionnaire. On pensait surtout à ça : qu'on pouvait accumuler des forces sociales importantes, des expériences fondamentales, acquérir

une légitimité vis-à-vis des masses et constituer une gauche révolutionnaire la plus forte d'Amérique Latine.

Bien sûr, nous espérions qu'il aurait été possible d'empêcher le coup d'Etat. Ou que ce n'était pas totalement impossible. Oui, vraiment, le 11 septembre, si comme l'a dit Fidel Castro, le peuple avait eu dans les mains la même mitrailleuse qu'Allende au moment de l'attaque de la Moneda, le coup d'Etat n'aurait pas eu lieu... Mais ça dépendait aussi de l'organisation militaire du peuple. Et, de ces deux points de vue, le rapport de forces était tout à fait défavorable.

• Peux-tu, maintenant, nous parler de la résistance d'après les nouvelles récentes que tu en as ?

J. G. — De grands efforts doivent actuellement être portés sur l'adaptation clandestine du mouvement des masses. Ce front de résistance n'a pas, en ce moment, de réels obstacles politiques pour apparaître en tant que tel. Il y a un accord initial du type revendications des droits démocratiques en général, défense du niveau de vie des travailleurs. Mais ça ne s'arrêtera pas là. Ça doit être le point de départ d'une dynamique politique qui, soit par les formes de lutte, soit par l'hégémonie qu'y auront les ouvriers et les paysans, sera réellement prolétarienne.

C'est vrai que certaines forces ont des difficultés organisationnelles énormes et c'est plus là-dessus qu'il y a à faire que sur d'éventuels obstacles politiques. Le principal effort porte actuellement sur la réorganisation interne des forces. Il s'agit aussi de ne pas se faire prendre par les fascistes à partir d'actions qui n'utiliseraient pas toute l'énergie des masses telle qu'elle s'est déjà révélée, non seulement sous la forme de grèves pour le niveau de vie, le chômage, etc., mais aussi de grèves politiques comme celle qui s'est développée ces derniers temps à Santiago dans trois entreprises importantes. La presse chilienne en a d'ailleurs parlé. C'était une grève de solidarité avec l'ex-ambassadeur de Suède dont le comportement a été réellement courageux.

• Justement, tu es notamment en Europe pour essayer de susciter la solidarité internationale et de façon qu'elle soit le plus possible conforme aux objectifs de la résistance.

Tu as su les actions menées en France ces derniers jours. Que souhaitez-vous, plus généralement, de ce soutien extérieur ?

J. G. — On croit qu'il y a trois types d'objectifs à atteindre au niveau international. D'une part dénoncer d'une façon systématique la répression pour, à la fois, éviter les massacres et obliger la junte à faire des déclarations publiques sur la situation particulière des camarades les plus menacés, comme par exemple ceux qui ont lutté héroïquement avec Allende à La Moneda jusqu'à la fin. Très probablement, ils ont été fusillés. Il y avait parmi eux un copain français, Klein ; un autre, Claudio Jimeno et l'ancien directeur de la Banque Centrale du Chili qui avait travaillé à Cuba avec le Che et Dorticos. Eh bien, il faudrait, par exemple, déclencher une campagne pour obliger la junte à dire le sort de ces copains. Pareil pour les conditions d'asile dans les ambassades — celle de la Suède, notamment, qui protège désormais celle de Cuba.

Et on sait que les fascistes tentent de développer une provocation pour rentrer dans l'ex-ambassade de Cuba où il y a des réfugiés importants comme Rolando Calderon, dirigeant du PS et Miriam Contreras, secrétaire personnelle d'Allende.

Deuxième objectif : l'isolement international de la junte pour empêcher les rapprochements économiques et politiques. Il faut citer les sabotages des bateaux qui ont eu lieu en Italie et en Angleterre — et rappeler aussi combien, sous l'Unité populaire, la solidarité des dockers du Havre et de Rotterdam avait eu de répercussions à l'intérieur du Chili. Je crois que maintenant, c'est encore plus important.

Aussi, montrer que l'opinion publique internationale n'est pas du tout disposée à écouter des gens comme Villarín ou d'autres envoyés par la junte comme Pablo Rodriguez, dirigeant de « Patrie et Liberté ».

Troisième niveau : la solidarité matérielle avec la résistance. Toutes les organisations de la Gauche chilienne se sont réunies à l'extérieur du Chili et ont même fait un manifeste public dont l'importance est d'abord celle de son existence. On a constitué un secrétariat dont le siège provisoire est à Rome et qui s'appelle « Chili anti-fasciste » et va coordonner toute la solidarité. On a aussi décidé de faire une collecte de fonds unifiée sous la responsabilité de la camarade Beatriz Allende.

Peut-être que notre plus grande difficulté viendra du fait que la guerre au Chili va être longue. On ne fait que commencer. Le 11 septembre, ça a été la première défaite — plutôt la défaite d'une ligne politique, celle du réformisme — Le problème va être pour nous celui d'un appui permanent de l'extérieur, à moyen et long terme et aux trois niveaux qu'on vient d'évoquer.

Propos recueillis par
Gérard BOREL. ■

Villarín-fasciste

U moment même où le massacre des militants de l'Unité populaire se poursuit au Chili, Villarín, le principal dirigeant syndical fasciste du Chili est arrivé à Paris.

A l'initiative, en particulier, du Comité de soutien à la lutte révolutionnaire du peuple chilien, son hôtel a été occupé dans la matinée du 16 décembre pour exprimer l'indignation des travailleurs devant l'inadmissible présence en France de celui qui a été un des soutiens essentiels du complot fomenté contre le gouvernement d'Unité populaire et qui reste un des principaux res-

ponsables de la sanglante répression menée par la junte fasciste au Chili.

Le PSU, dont une délégation s'est rendue à l'hôtel où Villarín était descendu, se félicite que cette action ait permis de mobiliser l'opinion et d'empêcher que son séjour en France se déroule avec la discrétion dont on voulait l'entourer.

Il exige que toutes les mesures soient prises pour empêcher que Villarín puisse trouver à Paris les complicités qu'il est venu y chercher.

Bureau national du PSU. ■

Grandes significatives	Prix	Salaires	Niveau de l'emploi	Profits	Crédits extérieurs	Prix du cuivre	Investissements étrangers
Période							
Unité populaire ...	Hausse forte.	Hausse très forte. Profite aux travailleurs.	Chômage réduit de 8 à 3 % environ. Profite aux travailleurs.	Très diminués.	Arrêtés. Gêne le Chili populaire.	Diminué. Gêne le Chili populaire (exportations).	Arrêt. Gêne les impérialistes étrangers.
Depuis le 11 septembre (la Junte au pouvoir)	Hausse vertigineuse	Blocage puis hausse contrôlée. Profite aux patrons.	Taux de chômage catastrophique. 10 % - officiel -, profite aux patrons.	En hausse extrêmement rapide. Profite au patronat.	Reprise très vive. Profite à la droite.	Forte hausse. Profite à la droite.	Forte reprise. Profite aux impérialistes étrangers.
Remarques particulières	Pénurie entretenue sous l'U.P. par la droite et les commerçants.	Ne vaut pas de toute façon pour tous les militants licenciés depuis le 11 septembre.	En réalité, presque un tiers des travailleurs chiliens sympathisants de l'U.P. sont sans travail (licenciés).	Dans la première période, du fait des nationalisations.	Sans commentaire.	Sans commentaire : le cuivre était essentiel au développement du Chili.	Sans commentaire.
Commentaire général	LE CANCER MARXISTE N'EST UNE MALADIE QUE POUR LES PATRONS, ET QUAND ILS EN SONT ATTEINTS ILS LE FONT OPERER PAR						

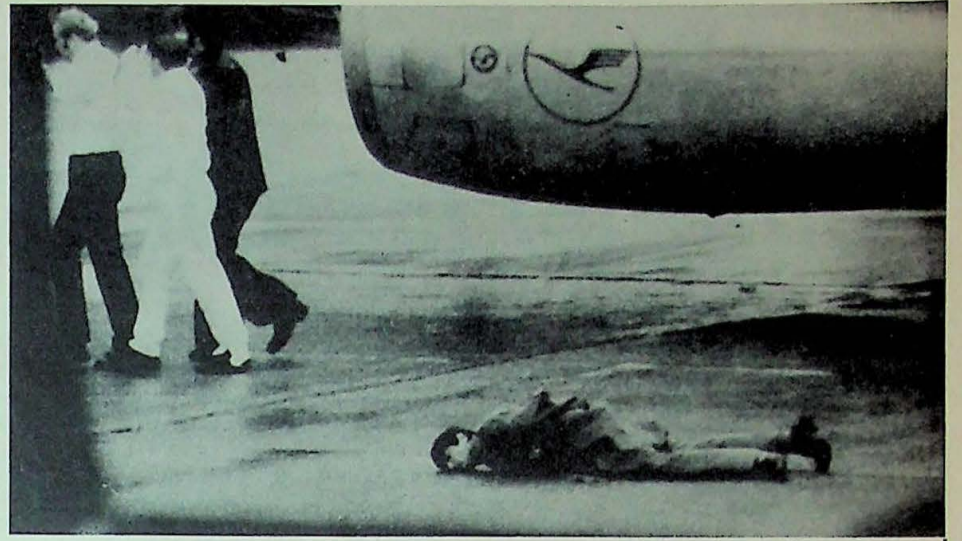
Tableau résumant comment une situation « catastrophique » le 10 septembre (Chili de l'Unité populaire) peut devenir excellente le 11 septembre, après que le « cancer marxiste » en a été extirpé. Où l'économie devient vraiment politique. Une grande leçon à retenir : on ne compose pas avec la bourgeoisie.

PALESTINE : non au désespoir

Le peuple palestinien, parqué dans des camps de réfugiés, combattu à la fois par Israël et par la plupart des régimes arabes, malgré leurs déclarations officielles de soutien, a retrouvé sa dignité et son identité en combattant. Toute lutte de résistance, chacun le sait, y compris les hypocrites qui se voilent pudiquement la face pendant qu'ils cautionnent les assassinats, les tortures et la répression en Grèce, au Chili ou en Espagne, est conduite à des formes de lutte particulièrement dures. Il suffit de se souve-

nir de ce que furent la résistance française et la résistance algérienne.

Mais un combat n'a de sens que s'il éclaire ses objectifs au lieu de les masquer, s'il accroît l'assise de ceux qui le soutiennent au lieu de la restreindre, s'il dévoile le rôle de l'impérialisme au lieu de lui fournir à bon compte des alibis. C'est au nom même de notre soutien au peuple palestinien que nous condamnons totalement comme l'a fait immédiatement l'Organisation de Libération de la Palestine un



attentat « dirigé contre les intérêts du peuple palestinien » et qui sert « les plans hostiles » à sa cause.

Des réactions de désespoir devant la tentative de la Conférence de Genève d'éliminer complètement le problème palestinien peu-

vent s'expliquer. Mais aucun responsable politique n'a le droit de fonder une action sur le seul désespoir. Les enjeux pour le peuple palestinien sont trop graves pour qu'on puisse se le permettre.

Bureau National du PSU ■

vers une " mini-Palestine " ?

Maintenant que les gouvernements arabes ont réussi à imposer l'idée de la reconnaissance du droit des Palestiniens et que le sommet d'Alger s'est déclaré à l'unanimité pour une reconnaissance de l'O.L.P. comme seul représentant du peuple palestinien il semble en effet qu'un point de non-retour ait été atteint.

Ce qui signifie non seulement que le problème palestinien devra être résolu définitivement pour qu'une paix soit signée avec Israël, mais aussi qu'il ne saurait être question pour l'O.L.P. de remettre en cause, sous prétexte d'intransigeance, les résultats obtenus par la guerre du 6 octobre et les pressions de l'embargo pétrolier.

Mais le problème de la participation palestinienne à la conférence de paix reste posé ; aucune invitation n'a encore été faite à l'O.L.P. Et rien n'a été tranché entre elle et le roi Hussein de Jordanie, malgré les déclarations très nettes à ce sujet du dernier sommet d'Alger.

surenchères

Au sein de l'organisation elle-même l'unanimité n'apparaît pas encore totale sur ce sujet, bien que les positions du Fath (Arafat), du F.D.P.L.P. (Awatme) et du F.P.L.P. (Habache) se soient très rapprochées ces derniers temps. Abou Ayad (no 2 d'« El Fatha ») a récemment dénoncé les surenchères en insistant sur la nécessité de ne pas renoncer aux droits historiques des Palestiniens sur leur patrie, sur celle d'empêcher la mainmise d'Hussein sur la Cisjordanie et Gaza.

Awatme, de son côté a déclaré le 6 décembre qu'il fallait accepter une entité palestinienne indépendante, quelles qu'en soient les dimensions, et que la conjoncture régionale n'était pas propice à une guerre populaire. Il faut préserver le fait palestinien des massacres, a-t-il ajouté.

Il semble donc qu'il faille accepter une situation objective dont la révolution tirera les conséquences pour poursuivre sa lutte contre le sionisme.

Lotfi el Kholi, dans un long article publié dans le journal égyptien « El Ahram », le 12 novembre écrit que, « la cause palestinienne est devenue partie prenante à part entière du quatrième conflit israélo-arabe », et qu'elle ne peut donc s'isoler, dans une position provocante, des courants mondiaux qui lui tendent des mains amies. « La révolution palestinienne, poursuit-il, ayant démontré depuis le début qu'elle s'efforçait de promouvoir une stratégie à longue portée pour construire un Etat démocratique et non raciste sur tout le sol palestinien qui comprend les Arabes et les Juifs. Il faut donner le temps de mûrir à la conception d'un tel genre d'Etat, en tant qu'inéluctabilité historique en ce qui concerne les Israéliens, et ce par tous les moyens politiques et idéologiques et non pas seulement militaires ».

Dans ces conditions, Lotfi el Kholi suggère, tout en estimant que « la révolution palestinienne perd sa raison d'être si elle accepte un cessez-le-feu » :

1) L'acceptation par la révolution palestinienne de participer à la conférence ».
2) « L'étude des possibilités d'une situation intermédiaire, en tenant compte entre autres de la nécessité de trouver un territoire convenable pour l'action future, et des désirs du peuple palestinien, surtout dans les territoires occupés. »

La révolution palestinienne se bat depuis 1965 pour l'établissement d'un Etat démocratique palestinien, mais on n'en est plus aux déclarations intempestives et inefficaces d'un Choukery qui voulait rejeter « tous les Juifs à la mer ».

Participer à la conférence de la paix ne signifie pas en arriver dès aujourd'hui à cet Etat ; mais c'est accepter les nouvelles conditions régionales et internationales (reconnaissance des droits nationaux du peuple palestinien) créés par cette guerre ; c'est accepter les offres concrètes proposées par des Etats amis à une nation sœur dans une situation historique favorable.

Cela ne doit empêcher une révolution socialiste et laïque de continuer la lutte, sur d'autres bases qui peuvent se révéler meilleures, contre une « entité sioniste » (religieuse et expansionniste), et pour l'intégration dans la région de tous les « ayant droit » (les plus récents et les plus anciens) sans barrières discriminatoires historiques, raciales, religieuses ou culturelles.

Deux Etats peuvent cesser le feu, une révolution, non....

Et les répercussions de cette guerre sur le contexte politique et social israélien doivent être prises en compte. Les réactions des populations arabes non-juives d'Israël (300 000 Palestiniens) et des territoires occupés (750 000 en Cisjordanie et 350 000 à Gaza) seront intéressantes à suivre car le cotoiement de l'Etat juif, pendant 6 ans ou plus, n'aura pas manqué - malgré les résistances - de créer, surtout parmi les jeunes, des réflexes culturels et sociaux nouveaux ; à Amman, certains accusent les Israéliens d'avoir cassé les structures traditionnelles.

les "vrais désirs"

On ignore encore presque tout de ces « vrais désirs des masses palestiniennes » en territoires occupés dont parle Lotfi el Kholi. Cela rend l'appréciation de la situation peu précise, particulièrement quand il s'agit de juger l'impact de l'O.L.P. sur ces masses. On note cependant, ces derniers jours, une recrudescence des actions, en Cisjordanie.

Il semble, d'un autre côté, qu'un certain nombre de notables cisjordaniens aient plutôt accueilli favorablement le projet de

Royaume Arabe Uni du roi Hussein de Jordanie, de même que la bourgeoisie palestinienne de Jordanie, du moins celle qui n'a jamais accepté les agissements du gouvernement hachémite depuis 1947, mais qui reproche à l'O.L.P. son manque de discipline intérieure et sa désorganisation. Il faut noter au passage que la population jordanienne est à 60 % palestinienne.

Ces notables et cette bourgeoisie estiment qu'une « mini-Palestine » serait peu viable et qu'il faudra un certain temps pour régler les différends qui ne manqueront

pas de surgir entre Palestiniens. Mais pour les réfugiés des camps de Sabra, de Chatila au Liban, l'O.L.P. représente bien toutes les couches du peuple palestinien.

« Israël n'a pas eu la chance de l'Afrique du Sud », disait Ismaël Sabri Abdallah, vice-ministre du gouvernement égyptien, « si cette dernière a pu tourner le dos à l'Afrique, du fait de la richesse de son territoire, Israël est tombé dans une région ingrate et qui plus est, a une histoire ».

Cette guerre aura au moins eu l'avantage, au-delà des sacrifices, de poser clairement toute une série de problèmes que beaucoup persistaient à ne pas vouloir voir.

Claude SOMBRET ■

FAMINE l'impérialisme est aussi français

Il faisait froid, il mouillait, ce dimanche soir. A la télé — journée de grève des techniciens — on passait « la Rolls-Royce jaune » sur les trois chaînes ; on avait aussi manifesté pour le Chili dans l'après-midi.

Et la salle de la Mutualité, ce 9 décembre, était bien grande. A peine 4 à 600 personnes, réfugiées devant l'immense scène, qui se réchauffèrent peu à peu au rythme d'un spectacle quasi improvisé, coloré, fraternel.

Il y avait des danseurs du Sahel et une troupe congolaise ; il y avait aussi Pia Colombo et la bande à Barouh ; des jongleurs dingues venus des Etats-Unis, un grand diable du Brésil qui concocte une musique inouïe, bien d'autres encore. Il s'agissait de famine, de sécheresse. L'Union Générale des Travailleurs Sénégalais en France appelait à venir en aide aux sinistrés du Sahel. On ose à peine penser à la maigre recette (10,00 F la place)...

Au cours de la soirée, Sally Ndongo, Président de l'U.G.T.S.F., et Albert-Paul Lentin parlèrent brièvement pour préciser avec force quelques points :

— si les secours d'urgence parviennent, en ordre dispersé et en quantité insuffisante, la menace de la famine est loin d'être encore conjurée pour 6 à 7 millions d'hommes. En février et mars, les pluies cesseront à nouveau ;
— 100.000 hommes sont morts en Ethiopie (chiffre officiel de la F.A.O.) sans provoquer une seule réaction officielle de la part du « Roi des Rois »...
— le problème de la sécheresse et de ses conséquences tragiques ne peut être considéré comme un

simple phénomène naturel. Il s'agit avant tout d'un problème de structures qui ne sera jamais résolu tant que les investissements, que les forces productives seront d'autorité orientés vers la satisfaction des besoins de l'Occident, pour le plus grand profit des sociétés étrangères et des bourgeoisies néo-coloniales ;

— les solutions existent pourtant : reconversion des appareils économiques pour répondre aux besoins prioritaires du plus grand nombre, et du monde paysan d'abord. Les aides charitables, les projets actuels de constitution de vastes stocks de céréales ne suffiront jamais. Il s'agit par exemple de consacrer les crédits et les efforts à la mise en valeur des immenses zones alluviales des grands fleuves qui représentent de véritables greniers de réserves ;

— la France, par sa politique d'hier et celle d'aujourd'hui a, dans ces pays qui souffrent de la famine et qui sont encore sous son influence, une immense responsabilité.

Les militants français ont donc un rôle important d'information, d'éveil de conscience, de lutte à mener contre leur propre impérialisme.

Un journaliste de « Zone des Tempêtes » devait le dire crûment au micro : « militer pour le Chili, c'est bien. Pour la Palestine, c'est bien. Mais l'impérialisme est aussi français. Progressistes de ce pays, balayez à votre porte ».

La presse bourgeoise n'en a pas parlé, la presse de gauche non plus. Il fallait bien, camarades, transmettre le message. C'est fait.

René LANARCHE ■



VICTOR LEDUC :

pourquoi les CIC au PSU ?

Après l'adhésion de nos camarades des CIC au PSU (« TS » n° 600), nous avons demandé à Victor Leduc les raisons de cette décision.

● T.S. — Peux-tu rappeler d'abord ce qu'étaient les Centres d'Initiative Communistes et les objectifs que vous vous fixiez lors de leur création ?

Victor Leduc. — Les C.I.C. ont été créés à la fin de 1970. Ils réunissaient d'anciens militants communistes et des membres du P.C. qui s'étaient rassemblés à partir de plusieurs événements : Mai 68, l'occupation puis la « normalisation » de la Tchécoslovaquie, la critique de la stratégie de « démocratie avancée », l'absence d'une véritable démocratie au sein du P.C.F. dont témoignaient les exclusions de Garaudy, de Tillon, des dirigeants de l'U.E.C. en 1966...

A l'époque, un certain nombre de jeunes militants n'ayant jamais appartenu au P.C.F. nous ont rejoints car ils adhéraient aux analyses de l'opposition communiste. En créant les C.I.C., nous fixions deux grands objectifs :

— d'abord poursuivre la lutte interne pour le renouveau démocratique et révolutionnaire du P.C.F. Il s'agissait d'opposer au modèle hiérarchique et bureaucratique d'organisation du parti une conception réellement démocratique. Nous voulions également développer une critique fondamentale de la politique opportuniste du PC et lui opposer une ligne politique cohérente avec les conditions actuelles de la lutte des classes et les objectifs révolutionnaires de notre époque. Il s'agissait donc, pour les CIC, de présenter un nouveau visage du communisme.

— Par ailleurs, et c'était là notre second objectif, nous voulions appuyer cette action de l'extérieur en menant des campagnes publiques pour faire prendre conscience aux militants communistes et à tous ceux qui étaient influencés par le PC d'un certain nombre de problèmes. Il s'agissait notamment de montrer la véritable nature des Etats à direction communiste, leur caractère répressif à l'égard des éléments de la classe ouvrière et des intellectuels dits « dissidents » en URSS et dans les démocraties populaires. L'un des aspects les plus sensibles concernait, bien sûr, la Tchécoslovaquie. C'est pourquoi les CIC ont participé pleinement à l'action du Comité du 5 janvier.

● T.S. — Comment, en tant que militants communistes, en êtes-vous arrivés à vous prononcer pour la perspective de l'autogestion socialiste ?

V.L. — Il y a eu une première étape de notre réflexion et de notre action qui a été marquée par l'approfondissement du phénomène stalinien. Celui-ci nous est apparu non seulement comme dépassant de beaucoup la personne même de Staline, mais encore une période limitée de l'histoire des pays à direction communiste. Il s'agit de tout autre chose, selon nous, que d'une simple déviation « économiste-humaine » de la IV^e Internationale, comme le pense Althusser, ou que « l'Etat ouvrier dégénéré » dont parlent les trotskistes.

Pour nous, la réalité qui est à l'origine de ce qu'on appelle le stalinisme est celle d'un nouveau mode de production, ni capitaliste, ni socialiste, où s'est établie à partir d'une révolution prolétarienne une différenciation fonctionnelle dont le parti a été l'instrument.

● T.S. — Qu'entends-tu par « différenciation fonctionnelle » ?

V.L. — Je veux dire que le parti lui-même, séparé de la classe ouvrière par son rôle dirigeant, a fini par engendrer ce qu'on doit bien appeler une nouvelle classe dominante. Celle-ci exerce une domination économique, politique et idéologique sur l'ensemble de la société grâce à la maîtrise absolue de l'appareil de production et de l'appareil d'Etat. Dès lors, la classe ouvrière n'a pu inscrire dans les structures économiques et dans les autres sphères de la vie sociale son propre pouvoir. Une telle analyse, pour revenir à la question précédente, nous a conduits à deux conclusions.

D'abord, à remettre en question nos premières appréciations sur la possibilité d'atteindre une démocratisation interne du PCF.

Ensuite, à reconnaître la nécessité d'une réalisation simultanée de l'autogestion des travailleurs dans toutes les formes de la vie économique et sociale, et de la prise révolutionnaire du pouvoir d'Etat.

Ce choix a été réalisé lors de notre troisième rencontre nationale en janvier 1973. Il faut dire que nous y avons été aidés par le développement même de la lutte de classe qui s'imprégnait de plus en plus dans ses formes et son contenu de la perspective autogestionnaire (Lip, Cerizay, Péchiney) et par les analyses

convergentes d'autres forces qui, comme le PSU à son Congrès de Toulouse, s'étaient prononcées dans le même sens.

● T.S. — Quelle signification a pour vous votre adhésion au PSU ?

V.L. — Il nous a semblé en effet que l'objectif le plus important était de créer un parti de l'autogestion socialiste regroupant toutes les forces révolutionnaires qui adhèrent à cette perspective. C'est dans cet esprit que nous avons contribué à la formation du CLAS. Ceci dit, le PSU, tout en conservant cet objectif, jugeait prioritaire le développement du mouvement pour l'autogestion socialiste qu'il estimait insuffisant. Il n'était pas encore prêt à passer immédiatement à l'étape d'une nouvelle organisation politique. D'où l'appel de la DPN du PSU adressé aux organisations qui ont formé le CLAS.

Nous avons jugé cet appel positif puisqu'il envisageait, dans le cadre, même partiel, d'une unification des forces politiques révolutionnaires pour l'autogestion, une remise en cause de ses structures et de ses modes d'intervention. Aussi avons-nous participé à la préparation du Conseil national du PSU en posant un certain nombre de questions sur la transformation des structures et la finalité du Parti. Des réponses très positives ayant été apportées sur ces points par le Conseil national (notamment

l'intégration de principe de l'autogestion dans la définition du Parti lors du prochain Congrès), notre quatrième rencontre nationale s'est prononcée pour l'adhésion. Celle-ci a comme signification politique d'ouvrir la voie à l'unification des forces révolutionnaires et à la création de ce grand parti pour l'autogestion socialiste susceptible d'éviter au mouvement ouvrier les impasses de la social-démocratie et du stalinisme.

Par ailleurs, notre mensuel *Action* continuera, en accord avec l'appel du PSU, à traiter des problèmes du communisme dans le cadre du CERCA (Centre d'études et de recherche communiste sur l'autogestion). Ce centre rassemblera tous les anciens membres des CIC, y compris ceux qui n'ont pas accepté d'adhérer au PSU. Il nous semble en effet nécessaire de continuer à nous adresser aux militants d'expérience communiste pour les engager dans la voie de l'autogestion socialiste. Enfin, nous continuons à attacher une très grande importance au développement du mouvement pour l'autogestion socialiste. Son développement constitue à nos yeux la garantie qu'une stratégie unitaire conduira non pas à un alignement sur la stratégie réformiste du Programme commun, mais constituera au contraire un appel au dépassement de cette perspective sur la base des objectifs révolutionnaires du contrôle et de l'autogestion.

Propos recueillis par Gérard FERAN. ■

CHARLES PIAGET les Lip racontent

25000 ex- vendus !

13 F à la librairie TS

LA MONTAGNE COLONISÉE

B. COGNAT

RUÉE VERS L'OR BLANC

groupes financiers, technocrates, promoteurs « colonisent » la montagne !

Le processus et les conséquences de cette colonisation sont exprimés dans cet ouvrage très documenté.

Collection
OBJECTIFS

96 p. 9,80 F

CERF

dans les HLM de Saint-Etienne

Nous le disions la semaine dernière : Rive-de-Gier n'est pas un cas isolé pour ce qui est des impôts et des charges. Ainsi à Saint-Etienne où, de Montchovet à La Palle, 4 500 logements appartiennent au même propriétaire : l'Office municipal HLM. Les locataires sont surtout des ouvriers (60 % à Montchovet avec beaucoup d'OS) et les notes qui pleuvent (charges locatives, augmentations de loyers, cote mobilière...) ne sont plus supportables.

Il y a beaucoup de salaires entre 100 et 140 000 anciens francs et la cote mobilière pour un F4 et 2 enfants, par exemple, atteint à elle seule, 57 000 F. Avec quoi acheter la viande (on s'en prive souvent dans les HLM) ? Avec quoi passer les fêtes de fin d'année sans trop faire supporter aux enfants les conséquences de l'oppression de la société bourgeoise ?

Samedi 24 novembre. Un samedi pas tout à fait comme les autres : rassemblés devant la « Muraille de Chine » (526 logements) plusieurs centaines de travailleurs protestent contre l'augmentation de la cote mobilière à l'appel des organisations actives dans le quartier : Associations des locataires, CNL, APF, PSU, PCF.

Les locataires de Montchovet, en conflit permanent avec la bureaucratie de l'office d'HLM (grève des charges au printemps dernier,

obligeant l'office à reculer) sont nombreux. Beaucoup de ceux qui ne sont pas descendus dans la rue approuvaient la manifestation.

Les luttes futures aussi se préparent : beaucoup de mots d'ordre vont dans le sens du contrôle. « Contrôler la gestion des finances locales », peut-on lire, par exemple, sur une affiche apposée sur les panneaux de Montchovet par la même Amicale de locataires qui a lutté pour le contrôle des charges locatives.

Le représentant du PSU a développé le thème inscrit sur la banderole du parti « Contrôle populaire sur les HLM », analysé la situation et lancé un appel à l'initiative des travailleurs.

Cette manifestation dans un quartier HLM où notre présence est permanente dans l'action quotidienne des organisations de masse, permet de dégager quel-

ques conclusions utiles pour les luttes futures :

- les questions de pouvoir d'achat sont vitales aujourd'hui pour la classe ouvrière. Quand on vit en HLM, on s'en rend compte chaque jour ;
- l'orientation de notre parti contre les gestions bureaucratiques, dans l'axe du contrôle ouvrier et populaire correspond à la préoccupation des travailleurs à condition de la concrétiser dans l'action sur les problèmes de tous les jours ;
- l'action efficace implique présence dans les organisations de masse et continuité sur une longue période ;
- la colère qui monte dans les usines (front principal) monte aussi dans les quartiers populaires. Dans un ensemble HLM on retrouve d'ailleurs des ouvriers, des travailleurs des principales usines et entreprises de la ville...

Ce n'était pas une manifestation centrale (il y en a eu depuis), c'était simplement un samedi ensoleillé dans un quartier populaire de Saint-Etienne. Depuis, l'action des locataires s'est poursuivie pour obtenir le report du paiement de la cote mobilière après la période des fêtes.

Correspondance. ■

● LEBOCEY (Troyes)

fausse faillite, vrai démantèlement

« Le personnel reconnaissant, à leur patron juste et bon ». Cette phrase, elle est gravée sur le socle du buste de « Jules Lebocey 1874-1927 » accroché sur la gauche de l'entrée de l'usine, avenue Pasteur à Troyes (Aube). A l'extérieur, le mur parle un langage plus vigoureux : « Lebocey vaincra », « Lip - Lebocey même combat ». Ces affiches sont signées du P.S.U. Sur certaines, le mot Lip a été recouvert par le portrait de Georges Marchais tel qu'il se présente sur l'affiche publicitaire du « Défi Démocratique ». On ne voudrait pas être chauvin mais il faut le signaler : ces affiches du P.S.U. sont les seules qui soient apparues dans la ville depuis la mi-octobre lorsque l'affaire a été déclarée en faillite.

TOUT ceci est assez représentatif du climat social qui règne à Troyes. La vieille capitale de la bonneterie reste profondément marquée par le type d'oppression supporté par la classe ouvrière et les formes de riposte qui ont pu avoir lieu. A Troyes, de génération en génération, les femmes se sont usées sur les métiers à tricoter alors que les hommes peinaient à la fabrication de ces mêmes métiers.

O.S., les ouvrières ont des salaires de misère alors que les ouvriers, plutôt professionnels, reçoivent des payes un petit peu meilleures. Mais les uns et les autres ont subi en plus cet autre asservissement des plus hypocrites : le paternalisme.

Comme partout dans le textile, ça va mal à Troyes depuis une dizaine d'années. A chaque saison, les entreprises changent de main, d'activité, avec les périodes de chômage partiel qui brisent un peu plus la volonté de résistance des travailleurs. Aussi, la représentation politique est-elle à la mesure du rapport de force. C'est Robert Galley, le ministre de l'Armée, ex-ministre des P.T.T., qui administre la ville. La poigne est vigoureuse et s'abat régulièrement avec fermeté sur ceux qui contestent ouvertement - par voie d'affiches anti-militaristes par exemple - que la participation, par l'association du capital et du travail, soit la finalité de la société humaine.

« pas sérieux »

Depuis le 19 octobre dernier, la partie mécanique du textile troyen est à son tour frappée au cœur. Ce jour-là, le P.D.G. Bernard Lebocey (près de 500 emplois) donnait sa démission. La Banque Nationale de Paris (B.N.P.) principal créancier, avait en effet décidé peu de temps auparavant de fermer le robinet du crédit. Des administrateurs provisoires sont désignés. Un mois plus tard, le 21 novembre, la faillite est consommée et 900 travailleurs risquent de se retrouver au chômage.

Pourtant Lebocey est la seule industrie en France spécialisée dans la construction de machines circulaires à tricoter. L'outil de travail est des plus perfectionnés avec l'introduction de l'ordinateur et de la production programmée. « Investissements pas sérieux », se sont empressés de dire les détresseurs de « cadavres industriels » en tous genres. Hélas (pour eux) rien n'est plus faux, les chiffres le prouvent.

En quatre ans, de 1969 à 1972, le nombre des métiers circulaires fabriqués est passé de 337 à 617, presque un doublement. Le chiffre d'affaires lui, est passé de 1968 à 1972 de cinq millions à douze millions d'anciens francs. Quant aux effectifs moyens annuels, ils sont restés stables, le nombre d'heures travaillées a été abaissé de 10 % (introduction des 40 heures), la charge salariale est tombée de 24 à 17 % du chiffre d'affaires et les ressources dites « propres » - celles des capitalistes - (c'est un ter-

me comptable !) ont été multipliées par quatorze - oui, quatorze - en l'espace de dix ans.

Si cela ne s'appelle pas de la rentabilisation des investissements, eh ! bien, tous les ouvriers peuvent se faire P.D.G. Il paraîtrait que le « marché mondial du métier à bonneterie est en crise » : il ne faut pas exagérer même si le capitalisme a l'art de déclencher des crises soudaines pour mieux spéculer ensuite.

la combine

Non. Le « problème » n'est pas là. Tout a commencé en 1968, après la révolte populaire de mai-juin. Le patronat troyen, comme partout, a pris peur. Peut-être plus qu'ailleurs, lui qui avait su si bien mater les travailleurs. Lebocey et ses conseillers se sont rappelés que la Suisse était un petit pays tranquille pour les capitaux et pour les industriels évidemment. Aussi transfèrent-ils (Giscard a fermé les yeux) une partie du potentiel d'études de fabrication et de production au pays de Guillaume Tell. Cela devient « Etudes et bonneterie » et « Usimat ».

La Suisse a d'ailleurs un autre avantage que la tranquillité. Elle permet, avec la complicité de tous les banquiers du monde du capital, de pratiquer la fraude fiscale. Voilà comment les Lebocey s'y sont pris, c'est « l'enfance de l'art ».

Au niveau des études : on fait les plans à Troyes, on les « revête » en Suisse d'où ils sont revendus à Troyes à un tarif multiplié 10 fois. Le bénéfice, lui, reste en Suisse où les Lebocey peuvent puiser, à l'abri d'un rigoureux secret bancaire.

Dans le domaine de la fabrication même combine : les pièces usinées à Troyes (qui tend ainsi à devenir un atelier de sous-traitance avant de disparaître progressivement) sont vendues à Usimat-Suisse avec un rabais de 30 % environ. Enfin, pour boucler la boucle, Eunemat, la structure de vente se garde 25 % du produit commercial revenant à l'usine de Troyes.

Voilà. Rien d'étonnant que quelques années aient suffi pour « asphyxier » (pour « assassiner » disent les travailleurs) les usines françaises du groupe, à Troyes d'abord avec ses 900 personnes, demain à Annemasse (un peu plus de 300 personnes).

Les travailleurs de Lebocey n'ont-ils pas vu venir la crise ? Certes, on en parlait. Mais Lebocey, « c'était du solide » et les ouvriers « n'avaient pas à se plaindre » : conditions de travail relativement correctes, suppression progressive des cadences, salaires au-dessus de la moyenne du département. Leur syndicat C.G.T. largement majoritaire (80 % aux élections), bien emmené par son responsable Delabryères, s'est toujours voulu rassurant en fin de compte. La C.F.D.T. (20 %) pour sa part, s'est alignée en perma-



nence avec une belle constance sur la grande sœur C.G.T.

Lorsque la crise a éclaté au grand jour en octobre dernier, ce fut la surprise chez les travailleurs mal préparés à un affrontement qui risquait d'être long et dur. Aussi a-t-on vu le personnel ouvrier faire le dos rond, autour de son porte-parole Delabryères et accepter les risques de la diplomatie secrète. Les contacts avec les responsables politiques, économiques régionaux et nationaux se sont multipliés durant le mois de novembre, ponctués par quelques journées de débrayages. Les communiqués de victoire, vite démentis par la réalité, ont fleuri, portés par une presse locale au service des patrons qui a su tirer parti de cette diplomatie secrète.

C'était de « l'anti-Lip », disait-on dans les milieux patronaux, non sans satisfaction. La C.G.T., sans reprendre à son compte la formulation, n'a rien fait, bien au contraire, pour créer un rapport de force de masse dans ce conflit. Elle a ainsi joué sur la « corde raide », croûtant sans s'en rendre compte, de la panique que les « Lipiens » ont déclenchée chez les patrons.

Les travailleurs de Lebocey y trouveront-ils leur compte, eux qui, à l'inverse des « Lip », n'ont pas pris l'initiative de s'informer, aux

sources, des projets précis en matière de démantèlement et de charrettes de licenciements ?

les brevets « suisses »

La semaine dernière, ils ont appris que les « négociations » avaient partiellement réussi. La société redémarre avec une gérance libre émanant de SACM (Société Alsacienne de Construction Mécanique), déjà en place par Alcatel interposée (n'entrons pas dans le détail des ramifications, ce serait trop long !). L'Etat et le groupe des banquiers créanciers, dont le chef de file est la B.N.P., feraient l'appoint (on parle de trois milliards d'anciens francs). Le nouveau P.D.G. a donné des assurances selon lesquelles l'objet essentiel de la fabrication (métiers à bonneterie) serait maintenu, la sous-traitance n'ayant qu'une part secondaire dans l'activité, sans plus de précision et verbalement. La C.G.T. avait élaboré un protocole d'accord avec un garde-fou précis : « l'exercice 1974 portera sur une prévision de 500 à 550 métiers fabriqués », ce qui était une façon de dire : « pas de licenciements. Maintien des avantages acquis ».

CERIZAY : la fête à Cousseau

CERIZAY, vendredi 16 décembre : Cousseau n'a pas répondu à l'ultimatum lancé par la C.F.D.T. Il n'a pas repris les 27 « petites PIL » licenciées. Alors, c'est la mobilisation. 1.000 personnes se rassemblent devant la mairie. On brûle deux mannequins (Cousseau et Arzel), les ouvriers et les paysans se mobilisent et 400 se rendent au « château », la propriété de Cousseau et brûlent quelques clôtures.

La C.F.D.T. ne lâche pas pied. Les 27 licenciées s'inscrivent au chômage, non pas pour être recasées ailleurs, mais pour toucher leurs indemnités

car elles veulent continuer la lutte pour la réintégration. Avec l'Assedic, cela fait une somme de 700 F par ouvrière. Pour compléter le salaire réel, la C.F.D.T. lance une opération « solidarité » en demandant à chaque union locale, union départementale ou autre organisation de prendre en charge les 300 F restants pendant trois mois (fonds à adresser à l'U.D. C.F.D.T., 1, rue du Mûrier, 79000 Niort - C.C.P. 548.35 Limoges).

Chaque personne qui versera des fonds recevra régulièrement des informations sur les suites de l'affaire.

CITROËN : tout va bien...

P OUR le moment, tout va bien. Les 2 CV se vendent très bien et la crise ne se fait pas encore sentir sur les autres modèles.

Huit jours après avoir fait cette déclaration au comité d'entreprise, la direction de Citroën annonce que la production va être interrompue pendant 11 jours. Les travailleurs concernés seront mis en congés en avance sur 1974.

La C.F.T. trouve ça très bien. D'après elle, c'était à choisir avec des licenciements. Tu parles !

La C.F.D.T. pose une question pertinente : « Les congés ont-ils été obtenus pour permettre aux travailleurs de se reposer un mois, où sont-ils à la disposition de la direction Citroën pour équilibrer sa production en fonction des commandes. Peu de travailleurs pourront se permettre de partir à Noël et en été et cela est d'autant plus vrai pour les travailleurs immigrés qui se voient obligés, de ce fait, de perdre une semaine de vacances en famille. »

De cela, c'est-à-dire de l'essentiel pour l'unité de la lutte, on commencera à parler ce jeudi 20. Il y a gros à parier que le patron renverra le fond de la discussion au début de l'année 1974, ayant pris soin de faire savoir que les salaires de décembre ainsi que les avantages de fin d'année seront normalement réglés. Samedi dernier 15 décembre, C.G.T. et C.F.D.T., soutenus par la F.E.N. ont organisé une « porte ouverte » dont l'ouverture a été limitée aux aspects de technologie avancée, avec un brin de chauvinisme national très dépassé par l'offensive des sociétés impérialistes multinationales.

Ainsi par exemple, si les brevets courants sont bien revenus à Troyes dans le giron de la nouvelle société, ceux de l'UTRAS (métier à commande électronique) sont restés en Suisse, amputant son capital technologique dès le départ. Dès lors, les Américains de la Rockwell, intéressés depuis le début, ont encore des chances presque intactes.

« Ni démantèlement, ni licenciements - ? On vient de le voir, pour le premier point, rien n'est gagné. Quant au second, depuis samedi dans plusieurs déclarations vagues, C.G.T. et C.F.D.T. laissent entendre qu'on ne pourra pas « faire l'impasse » sur quelques dizaines de licenciements, « chez les administratifs et l'encadrement », s'empresse-t-on de préciser, ce qui, paradoxalement, est en porte-à-faux par rapport à la stratégie d'unité développée en général par la C.G.T.

Quoi qu'il en soit, la démarche risque d'être suicidaire. L'histoire est bien connue : une rangée de travailleurs. A l'une des extrémités, un ouvrier constate la « disparition » de celui placé à l'autre bout. « Je ne risque rien », croit-il. Un second « disparaît » et ainsi de suite...

Souhaitons que cette terrible épreuve ne soit pas imposée aux travailleurs de Lebocey. Souhaitons même qu'ils gagnent la reprise et le développement de l'activité, seule véritable garantie de l'emploi. Il n'empêche : « tout montre que Lip et Lebocey, c'est un même combat », déclare Robert, vérificateur, militant C.F.D.T.

Michel CAMOUI

16 décembre 73

● GEDREN rectificatif

Le GEDREN nous fait savoir : Une information erronée a paru dans l'article « Attention Ecole » (« TS » 599). La brochure annoncée est encore en chantier. Elle aura pour titre « Combat pour la petite enfance ». Elle traitera non pas seulement de la maternelle, mais de l'ensemble des services socio-éducatifs, publics ou privés, destinés aux jeunes enfants et au-delà du statut du jeune enfant dans la société capitaliste.

Dans sa revue « Petite enfance » (et dans une récente conférence de presse où « TS » était représentée), le GEDREN montre comment le système en place, loin de favoriser « l'égalisation des chances » dans le contexte social actuel a installé de plus en plus précocement la sélection et la ségrégation.

Le GEDREN anime des commissions, des débats publics et s'organise en groupes locaux. Ses militants et les organisations qui lui sont liées luttent pour que les travailleurs en tant que tels prennent en charge ce problème qui les concerne au premier chef.

Pour information complémentaire, écrire au siège : 94, rue N.-D.-des-Champs, 75006 PARIS.

CIMENTIERS : une grève qui a bien pris

Mantes, samedi 15 décembre. Les travailleurs de l'usine des Ciments Français à Gargenville sont en grève depuis 23 jours. Ils sont réunis avec leurs femmes, leurs enfants et les retraités pour l'Arbre de Noël du Comité d'entreprise, comme chaque année à la même époque. Ce matin encore, ils tenaient une assemblée générale des grévistes. Mais cet après-midi, on oublie la grève...

C'EST ce qu'ils disent... En fait, comme le spectacle les emmerde un peu, ils vont par petits groupes au café d'en face... Et là, de quoi voulez-vous donc qu'ils parlent, sinon de la grève, leur grève ? Ils n'ont pas la manière, l'enthousiasme qu'on voudrait sentir chez des travailleurs en lutte. Non, ils sont simples, ils ont des allures de pères tranquilles. Pourtant, ils se battent sans désarmer depuis 23 jours.

Leur usine est à quelques kilomètres de là, sur les bords de la Seine. Ils sont 330 à y travailler et la moitié seulement est en grève. Dans la région de Mantès, il y a encore deux cimenteries. Une des Ciments Français à Guerville : elle est fermée, le directeur a remis la clé au comité de grève qui assure l'entretien et la sécurité. L'autre se trouve à Limay, elle appartient à Lafarge, et là, les ouvriers des carrières sont en lutte depuis deux mois.

On s'étonne de constater que les cimentiers rencontrés sont tous relativement âgés. Les jeunes ne seraient-ils pas dans la lutte ? Non, c'est tout simplement qu'il n'y a pratiquement pas de jeunes dans la profession. A Gargenville, la moyenne d'âge est de 40 ans. L'usine a eu plus de 600 employés mais la modernisation, les concentrations ont bloqué l'embauche pendant dix ans. Il n'y a donc que

des anciens ou presque. Des gens qui ne partent pas en grève sur un coup de tête et qui ne sont pas disposés à s'en laisser conter par qui que ce soit, et tout particulièrement les patrons.

Quand on est patron dans le ciment, on gagne beaucoup d'argent. Lafarge (numéro un français, numéro trois mondial) a augmenté ses bénéfices de 48 % en un an. C'est d'autant plus facile qu'ils ne sont que quatre à se partager le marché français : Lafarge, Les Ciments Français, Cugny-Heidelberg (Suisse), Vicat-Heidelberg (Allemagne). Tout ce beau monde s'entend à merveille pour exploiter 64 usines et 14 000 travailleurs.

Au mois d'octobre dernier, les syndicats avaient organisé une semaine d'action, avec une journée de grève de 24 heures. Les patrons avaient pris ça de très haut en refusant toute négociation. Mais au niveau des travailleurs, on avait senti une grande détermination à l'action. Ça n'a pas trainé. Dès la mi-novembre, la grève était générale.

A Gargenville comme ailleurs, c'est parce qu'on en avait « ras le bol » que la grève a éclaté. Ils sont rares les cimentiers qui vous parlent de leur métier avec fierté. C'est que c'est un métier pénible que l'on soit dans les carrières ou devant les fours. Un métier qui a des répercussions sur

la santé. Ils le font depuis quinze ou vingt ans avec des cadences qui s'accroissent. Actuellement, chaque ouvrier doit y aller de ses 320 tonnes de ciment par jour... Et tout ça pour un salaire qui, bien souvent, ne dépasse pas 1 200 F par mois.

Ils savent ces travailleurs déjà âgés qu'ils ne peuvent pas faire un autre métier. Donc ils font tout pour ne pas le perdre. Ils voudraient faire une grève pas trop dure, pour forcer les patrons à leur donner un salaire minimum de 1.400 F, pour obtenir une augmentation uniforme de 200 F pour tous, dite « prime de vie chère ». Et puis ils souhaitent réduire la durée du travail et mettre la retraite à soixante ans. Ils voulaient aussi discuter de la grille unique.

C'était donc une grève toute simple. A Gargenville on n'a forcé personne. On a laissé travailler ceux qui le voulaient. Mais voilà que par deux fois la direction a fait venir les flics devant l'usine. On ne sait pas trop pourquoi. Les grévistes allaient-ils empêcher les non-grévistes de travailler ? Ou bien allaient-ils organiser des ventes sauvages de ciment ? On l'a dit. Rien de tout cela n'était prévu par les cimentiers de Gargenville, mais devant les flics ils ont décidé de bloquer les livraisons de ciment. Ils ont réussi. Il y avait une petite production, mais les barges chargées restaient amarrées sur la Seine.

Compte tenu des profits qu'il réalise, le patronat pouvait se permettre de laisser pourrir la grève. Il ne s'en est pas privé, en refusant de discuter les propositions syndicales. Le ministère du travail a été forcé de reconnaître que l'attitude patronale ne contribuait pas à trouver une issue honorable au conflit.

Mais il semble qu'on n'ait pas suffisamment envisagé les répercussions sur tout le secteur de la construction. Le patronat des ciments a mis au chômage technique 750.000 travailleurs du bâtiment. Comme tous leurs camarades en grève, les cimentiers de Gargenville sont allés sur tous les chantiers de la région expliquer leur lutte. Résultat : les travailleurs du bâtiment réclament le paiement intégral des journées de chômage.

Dans cette situation les patrons étaient décidés à conclure et la longueur de la grève (un mois) rendait les syndicats moins exigeants. A Gargenville on craignait que ceux-ci ne fassent des concessions trop importantes. On considère que, même avec seulement cinquante pour cent de grévistes, même si certaines usines reprennent le travail, le rapport de force est favorable aux travailleurs. Le problème est donc de savoir comment ne pas laisser tomber. Quelles que soient les conclusions de la négociation, à Gargenville, on est décidé à reprendre le travail seulement sur la décision de l'assemblée générale des travailleurs.

Quoi qu'il en soit, ces travailleurs sont convaincus que leur lutte est un succès. Tout particulièrement dans cette région de Mantès, ils y ont réalisé une unité combative entre les trois usines. Ils s'en servent pour avancer de nouveaux objectifs de lutte et non pour développer un esprit corporatiste.

D'ailleurs être cimentier n'apporte aucun prestige. Mais ils sont 14.000 qui viennent de prendre conscience qu'ils pouvaient en quelques semaines paralyser la construction française. Pour peu, comme cela a été le cas, que la solidarité ouvrière internationale joue à plein, ils savent qu'ils partiront dans des luttes plus puissantes encore.

Ils vous disent ça tranquillement, devant un demi, pendant que le Père Noël du comité d'entreprise distribue des jouets à leurs enfants.

Jacques FERLUS ■

Gennevilliers : ça continue !

La grève des 300 o.s. immigrés des Câbles de Lyon à Gennevilliers se poursuit depuis le 22 novembre. Après la réoccupation de la semaine dernière, le tribunal a de nouveau demandé l'expulsion.

Toutefois, les travailleurs ne veulent pas céder avant qu'une discussion sérieuse ne commence sur les « 50 centimes pour tous ». Le comité de soutien et le comité de grève envisagent l'organisation prochaine d'un gala de popularisation. A l'usine de Clichy, la cinquantaine d'immigrés du service de l'expédition poursuit la grève commencée le 10 décembre. ■

Le Havre zone industrielle

TECHNI PLASTE, filiale de la CFR, à Confrville-l'Orcher, fabrique des bidons, pour le compte de Total. Depuis un an, conflits sociaux. Le 5 décembre, la totalité du personnel (110 ouvriers : 1/3 Africains, 2/3 presque uniquement main-d'œuvre féminine) est en grève illimitée. Une seule section syndicale CFDT (50 membres). Pas d'occupation d'usine, mais camping à la porte pour empêcher tout apport de matières premières. Revendications : augmentation horaire de 0,50 F (salaire extrêmement bas : 5,38 à 5,50 F de l'heure) - ralentissement des cadences - arrêt casse-croûte durant les quarts - chaises pour les femmes qui réclament également moins de vulgarité à leur égard.

Au Havre, le caractère exemplaire, souligne notre correspondant, est marqué par la participation totale des immigrés et des femmes. ■

PAYSANS : un Lip dans le lait ?

Par l'intermédiaire de sa filiale, La Roche aux Fées, la firme multinationale Unilever rachète Vitho, entreprise de produits laitiers frais (yaourts, crèmes desserts, etc.).

Les 300 ouvriers sont mis au chômage, sans aucune solution de remplacement. 600 producteurs de lait perdent leurs débouchés. Un nouveau Lip est-il en train de naître ?

L'HISTOIRE se passe à St-Antoine-du-Breuilh, en Dordogne.

Premier temps : Le Laurentais, entreprise familiale, est absorbée par la firme Vitho, filiale du groupe Genvrain. Vitho prend l'engagement de créer des emplois et de moderniser l'usine. Moyennant quoi la municipalité réduit sa patente de 50 %. L'entreprise est rentable, elle attire des ouvriers qui se fixent à Saint-Antoine-du-Breuilh.

Deuxième temps : La Roche-aux-Fées rachète Vitho. Ce qui l'intéresse, c'est le matériel, le service commercial et la clientèle, mais pas le personnel, ni les producteurs de lait de la région. Quant aux sous-traitants, ils sont indépendants, n'est-ce pas ? Alors pourquoi s'en soucier ?

Conséquences dans la région :

● Les 200 travailleurs de l'usine sont au chômage, sans espoir de reclassement dans la région.

● Les sous-traitants régionaux (emballages) n'ont plus de travail.

● Les 600 producteurs de lait perdent un important débouché. Déjà les laiteries restantes commencent à faire pression sur les prix.

● Cette disparition réduit encore les activités économiques de la vallée de la Dordogne.

Pour Unilever, l'important c'est de supprimer un concurrent, c'est-à-dire de maîtriser 10 % du marché des produits frais et non 5 %, et de pouvoir ainsi augmenter la production de ses autres usines sans toutefois payer plus de salaires. Tout cela lui permettant d'augmenter ses profits et sa puissance. Face à cet objectif le risque de voir la Dordogne devenir une réserve touristique, ne comote pas.

Devant cette évolution, la classe au pouvoir adopte deux attitudes :

— localement, les notables UDR adhèrent au comité de soutien créé par tout ce qui

compte dans la région, tout en le voulant apolitique (« Nous ne sommes pas là pour faire de la politique, mais pour défendre les travailleurs de Vitho ») ;

— au plan national, le gouvernement favorise la concentration capitaliste. Le 6^e plan prévoit l'abandon de toute industrie dans les régions dites touristiques, et se désengage des zones non rentables à court terme (la suppression des lignes de chemin de fer dites secondaires en est une illustration).

La section locale du PSU estime que le comité de soutien est nécessaire, mais que l'on doit aussi faire l'analyse qui situe les responsabilités.

Seul le contrôle ouvrier dans l'entreprise peut empêcher le démantèlement de l'usine. Ce contrôle peut s'effectuer dans trois secteurs différents :


— prendre les décisions en assemblée générale des travailleurs ;

— empêcher le matériel roulant de partir, empêcher le démontage des fours et des chaînes de production ;

— inviter les producteurs paysans à la solidarité avec les travailleurs.

A travers ce mépris des intérêts d'une région, c'est toute la logique des banques, des trusts et du gouvernement qui apparaît. C'est cette logique qu'il faudra détruire.

Hector COIRON ■



Sexuelle
Technik

par le texte
et l'image

2.800.000 exemplaires !

C'est le tirage atteint actuellement, en Angleterre, en Allemagne, dans les pays nordiques et, naturellement, au Japon, du livre d'un des plus éminents sexologues de ce pays, le docteur SHA KOKKEN. Ce chiffre suffit à exprimer la nécessité d'un tel ouvrage.

Le sexe et sa technique, par le texte et par l'image... Le titre peut choquer. Il ne choquera que ceux qui n'ouvriront pas le livre du docteur Kokken.

Pour la première fois, un médecin ose dire ce que chacun de nous devrait penser - on apprend tout aux hommes, sauf ce qui leur est essentiel : l'amour. Pourtant, que d'échecs, de drames, d'insatisfactions pour n'avoir pas admis cette évidence ! Il n'est pas possible pour un amour vrai, de séparer ce qui vient du corps de ce qui vient de l'esprit.

Il a fallu sans doute bien du courage et beaucoup de vraie simplicité au docteur Kokken pour réussir cette gageure, un livre qui met l'amour et les images sans tomber à aucun moment dans la pornographie. Les petites poupées du médecin japonais ne heurteront qu'il que ce soit. Elles ont la franchise et la fraîcheur de contes pour ces adultes qui ne sont, trop souvent, que des enfants devant l'amour.

EDITIONS GUY DE MONCEAU - WAG. 34.62
34, rue de Chazelles, 75017 PARIS
CCP Paris 67-47-57

Prix : 55 F, par chèque, mandat ou C.C.P. - Avion : 70 F
Aucun envoi n'est fait contre remboursement, ni payable à réception

Veuillez m'envoyer « Sexuelle Technik » - T.S.

M.....
Adresse
.....
Mode de règlement

Cher Jean-Louis Barrault

CHER Jean-Louis Barrault, Je voudrais que vous me disiez ce que c'est, d'après vous, qu'un artiste ? Faut-il suivre l'exemple que vous en donnez ? Il y a peu, vous étiez au cœur de la bataille à Bordeaux : M. Biasini, qui préside la mission d'aménagement de la Côte Aquitaine, vous avait demandé d'organiser un festival qui servirait de « truchement culturel » à l'opération. C'était la premier festival destiné à vendre du terrain à bâtir. Les invités venaient en jet spécial de Paris : promoteurs, banquiers, journalistes, notables.

Dois-je préciser que ce n'est pas ainsi que nous autres, artistes, militants ou animateurs nous concevons l'animation culturelle ?

Mais vous, vous vendez. Je sais bien : artiste, c'est un métier de pute. On est toujours l'otage de quelqu'un. Si on veut avoir les mains propres, on ne se produit jamais. Car l'artiste est toujours récupéré : par la bourgeoisie, puisqu'elle seule a accès au théâtre ou à la musique, par les municipalités puisque leurs largesses financières permettent seules les « développements culturels »...

Quand même... du terrain à bâtir... Est-ce que vous vous êtes seulement penché sur les plans de la mission Aquitaine ? Ces grands traits, ces jolies couleurs sur la carte, vous vous en

êtes inquiété ? Ici Tourisme à tout prix, là désert, plus loin grosse agglomération industrielle. Des traits et des couleurs qui signifient : on commence par laisser crever les petites industries locales ; les travailleurs partent dans les grandes concentrations urbaines ; les jeunes cadres rachètent leurs fermes typiques, et puis Biasini sauve la région en organisant un tourisme enfin rentable. Musique ! Où sont les clowns ? Les voilà : Barrault et les copains : « Développement culturel de Bordeaux et de l'Aquitaine »...

Oublions tout. Vous faites un métier de pute et vous vous êtes collé dans une affaire douteuse. C'était un accident. Passons.

Mais voilà-t-il pas que l'autre matin, j'ouvre le « Figaro » — par hasard ! — et je lis : la mère Rotschild invite le tout-Paris à Versailles. Elle a besoin d'argent pour restaurer le palais. Coût de la soirée : 1,2 millions de NF. La bourgeoisie se précipite pour sauver le monument en péril. Druon ne moufte pas.

Eh bien, vous êtes là ; Le spectacle où les ouvreuses déchirent les tickets en vison, c'est vous ! Vous êtes de tous les coups mon vieux ?

Le gars du « Figaro » s'est pâmé avec les duchesses quand il vous a vu « imiter le balayeur » (Portugais ? Nord-Af ?). Monsieur Barrault, imiter le

balayeur devant la mère Rotschild et imiter le balayeur devant les ouvriers de... Lip... (par exemple), ça n'a pas le même sens. Pour moi, un grand artiste, c'est celui qui sait faire la différence. Je vous soupçonne d'être assez talentueux pour émouvoir mes amis Mergé et Lacroix au spectacle de leur frère travailleur et puis après, émouvoir les duchesses au spectacle si évocateur d'un de ces garçons, vous savez là, qui ont l'air si tristes...

Ah ! oui, tristesse... Vous avez du talent. Vous n'avez que du talent.

Mon Dieu, les putes vieillissent mal. Elles prennent des plis à l'âme. Jugez de notre déception quand nous regardons vers nos deux grandes putes nationales : Montand qui ne voulait pas aller à Lip pour ne pas avoir l'air d'un gugusse — position ma foi respectable, Montand ayant par ailleurs affirmé sa solidarité avec les Lip — et vous qui acceptez de faire le zouave à Bordeaux et à Versailles (1).

Qu'est-ce que c'est pour vous, être un artiste ? Passer des contrats directement avec le pouvoir et la bourgeoisie, au mépris des animateurs locaux, des associations culturelles qui, elles sont élues et doivent rendre des comptes à leurs mandants dont le même pouvoir que vous servez sucre, sucre, sucre les subventions à une cadence jamais atteinte ? Ces associations,

elles, ne sont pas bombardées par un Biasini sans mandat électif. Elles font toute l'année sur place un travail ingrat d'éducation populaire.

Mais le pouvoir n'aime pas. Trop dangereux. Alors, de semaine en semaine, il coupe les subventions : Théâtre de la vallée du Rhône, Théâtre de l'Ouest parisien, Maison des Jeunes de Boulogne, Maison des Jeunes de Mans, voilà, rien que pour ce mois-ci. Effarant.

Le pouvoir préfère subventionner des festivals de prestige. Il n'a alors de comptes à rendre à personne et il peut dire : « Regardez l'effort que je fais pour la culture ! ». Bel effort. Mais avec un seul « Octobre à Bordeaux » on fait vivre quinze MJC pendant un an. Qu'est-ce qui est le plus utile, selon vous, pour le développement culturel ?

Cher Jean-Louis Barrault, expliquez-nous un peu à qui et à quoi vous servez, eh ! l'artiste !

Jacques BERTIN. ■

P.S. — Si vous voulez jouer à Besançon, on vous organise ça en cinq set ? Y a qu'à dire !

(1) Pendant qu'il tournait « Etat de siège », au Chill, Montand a refusé de chanter gratuitement pour un meeting des travailleurs de la CUT à Valparaiso. Il n'a pas chanté du tout, d'ailleurs. (Note de la rédaction.)

GOB OU LE JOURNAL D'UN HOMME NORMAL



Le Théâtre de l'Aquarium (1) a enfin un lieu de jeu. Constamment itinérant depuis les lointaines représentations de la rue d'Ulm, il s'implante aujourd'hui dans le bon terroir théâtral qu'est la Cartoucherie de Vincennes.

RENTRANT à Paris en février 73 après avoir tourné en province Marchands de ville, dit Jacques Nichet, l'animateur de la compagnie, nous avons tout de suite commencé à l'équiper. L'opération n'était viable que si nous faisons tout nous-mêmes. De comédien, scénographe, régisseur, chacun est devenu maçon, menuisier, peintre. Le plus coûteux a été le sanitaire. Heureusement, les charpentes métalliques étaient bonnes. Nous avons construit un étage, une cabine de régie, briqué un jeu d'orgue...

● **Quels étaient vos moyens financiers ?**

— Quatorze millions et demi d'anciens francs : deux millions que nous avons eus comme Aide à la

créations pour Marchands de Ville et douze millions et demi des Affaires Culturelles comme Aide aux jeunes animateurs. D'autre part, la tournée de Marchands de Ville a bien marché et nous ramenions de l'argent. Nous avons tout mis dans l'installation de notre hangar.

● **Pour Marchands de Ville, quels ont été vos rapports avec la presse ?**

— De bons rapports. Plusieurs journaux parisiens nous ont solidement aidés (nous évoquons la double page de « T.S. »), et en général, toute la presse de province. Il semble que le problème de l'habitat et des expropriations forcées ait vivement touché.

● **Néanmoins, avec Gob ou le journal d'un homme normal, vous vous en prenez à la presse ?**

— Pas vraiment et surtout sans aucune idée de règlement de comptes. Comme pour Marchands de Ville, nous avons voulu partir de quelque chose de très quotidien. Or, qu'y a-t-il de plus quotidien que le journal ? Il nous fallait d'autre part trouver un sujet qui, comme l'habitat, concerne tous les membres de la troupe, afin qu'ils s'y consacrent totalement.

Nous nous sommes donc mis à lire les journaux et nous avons expérimenté ce sentiment du lecteur qui croit être de plain-pied dans la réalité du monde, alors qu'il ne la connaît qu'à travers cet

écran qu'est précisément son journal. Autant de journaux, autant d'écrans différents.

Nous avons tenté d'aborder le problème dans sa globalité en prenant beaucoup d'exemples, puis décidé de nous tenir à un seul, l'affaire de Bruay-en-Artois. C'était en effet proprement une affaire de presse, fabriquée en partie par la presse, ses commentaires permettant de mettre en relief tous les modes de narration et d'en analyser le contenu.

La pièce s'inscrit entre une colline constituée par l'amoncellement des périodiques en liasses et une arène de sable bleu, dans un lieu théâtral très beau, coupé volontairement du réel. Là Gob, Monsieur tout le monde — le rôle est joué par cinq acteurs successivement — rêve sa relation avec la machine sociale, par journaux interposés. Le jeu dramatique, à mesure qu'il se développe, lui fait endosser tous les rôles que la presse assigne à ses lecteurs. Il compatit à la douleur du monde, devient un policier amateur, menant l'enquête, puis se ralliant à la défense de l'ordre.

Cependant, la lecture de La Cause du peuple le ramène à son état réel : un employé de magasin de chaussures, constamment à genoux devant le client. Parce qu'il sent la différence qu'il y a entre sa condition et celle d'un notaire (garçonnière, chasse privée, langouste à tous les repas), il se laisserait aller au « vertige révolutionnaire », si l'objectivité affichée d'un journal comme Le Monde, distillant des parcelles de vérité puisées dans l'argumentation de tous les camps, ne l'amenait à comprendre les positions de tous, c'est-à-dire à se dépolitiser : si chacun a quelque peu raison, que faire d'autre que refuser de prendre parti et se laver les mains du sang de tous ?

Vient la lecture judiciaire. Gob est ramené dans l'arène par le « petit juge », en héros de western. Gob voudrait bien épouser la cause du juge, même si sa transformation en Fouquier-Tinville selon Minute et les prédictions du moraliste appointé du Figaro l'inquiètent : on a failli payer cette mini-affaire Dreyfus.

Mais l'événement se précipite. Un jeune homme a avoué. L'affaire de Bruay-en-Artois est close. Gob, qui s'est senti exister par personnages de presse interposés, touche à fond le néant de sa vie.

Le spectacle de l'Aquarium a un double intérêt.

C'est un beau spectacle qui développe des images scéniques for-

tes : chœur des aveugles à la Breughel, orgie chez le notaire imaginé par La Cause du peuple où installation ironique dans les nuages d'une justice utopique, affranchie de la lutte des classes.

Mais surtout le spectacle est la mise en question du rôle de la presse dans la société capitaliste. Parce qu'il s'agit pour elle de vendre ses pages journalières, la presse se saisit du lecteur, le bloque dans une fonction qu'il croit être une fonction active, mais qui n'en est que la dérision. Réagissant à des incitations préétablies, le lecteur n'est plus capable d'aucune appréciation personnelle, encore moins d'un engagement médité.

En filigrane, l'appel est fait à une presse lucide, occupée des vrais combats dont le lecteur prendrait connaissance pour les comparer aux siens et faire, par elle, le point de sa situation sociale réelle.

Pour cette fonction éclairante qui est la sienne, le spectacle prend le risque de déplaire à cette presse même qui aurait pu le soutenir. Risque grave, puisqu'il s'agit pour l'Aquarium de survivre. Au spectateur de le conjurer en venant voir et en faisant connaître.

Dominique NORES. ■

(1) Cartoucherie de Vincennes : Gob ou le journal d'un homme normal, 20 h 30, du mardi au samedi ; le dimanche à 16 heures. Location 808-99-61.

P. J. Oswald

(PJO)

**Edith Södergran
Poèmes complets**

Traduit et présenté par Régis Boyer et paraissant pour le 50^e anniversaire de sa mort, ce livre rassemble, pour la première fois en France, l'oeuvre poétique complète d'Edith Södergran (1892-1923), l'un des poètes mondiaux les plus importants de notre siècle et que l'on tient pour directement responsable de l'introduction du modernisme dans le Nord, où on la compare couramment à Rimbaud. Bien que finlandaise, c'est en suédois qu'Edith Södergran a écrit cette oeuvre exceptionnelle.

« La poésie des pays scandinaves » 18,00 F

**César Vallejo
Espagne,
éloigné de moi ce calice**

Trop peu traduit en France, le Péruvien César Vallejo est pourtant, avec le Chilien Pablo Neruda, le poète le plus important de l'Amérique latine. Sa poésie, révolutionnaire autant par la forme que par le contenu, exerce une influence considérable. Sa pensée est d'une actualité brûlante. Cette édition, partiellement bilingue, offre, traduite et présentée par Claire Cécé, l'anthologie de son oeuvre poétique la plus vaste que nous ayons.

« L'aube dissout les monstres » 18,00 F

**Ismail Kadaré
et la nouvelle poésie albanaise**

Célèbre pour ses romans par lesquels le monde entier connaît aujourd'hui la littérature albanaise, Ismail Kadaré est aussi l'un des principaux représentants d'une poésie jusqu'ici pratiquement ignorée chez nous. Ce recueil, traduit et présenté par Michel Métails, avec un avant-propos d'Alain Bosquet, comble heureusement cette lacune en présentant un important choix de ses poèmes en même temps que de ceux de trois autres poètes albans contemporains : Drittero Agolli, Fatos Arapi, Natasha Lako.

« J'exige la parole » 18,00 F

7, rue de l'École-Polytechnique, 75 005 Paris/033 90 07

TEP
direction Guy Roland dernière 23 déc.
théâtre national

**ET MOI AUSSI,
JE PARLE DE LA ROSE.
d'Emilio CARBALLIDO**

à partir du 4 janvier

LA TEMPÊTE.
17 rue Malte-brun - Paris 20^e
m° gambetta - tél. 636.7909

UN AN DANS T.S.

Un an dans TS, une rétrospective qu'en cette fin d'année nous aurions voulu vous offrir en une seule fois, avec un ruban rouge tout autour. Ça aurait été rudement utile pour tirer une sorte de bilan global de douze mois de luttes sur tous les fronts. Pour montrer aussi — pour le cas où certains en douteraient encore — que TS, c'est « quelque chose ». Non pas que nous soyons au comble de la satisfaction mais, compte tenu de la modestie de nos moyens, nous ne craignons pas de dire : « c'est pas si mal ». Bernard Langlois, qui a écrit ce papier récapitulatif, est même plus enjoué quand il ajoute : « A feuilleter la collection d'une année, je me suis aperçu que nous — vous et nous — avons bien travaillé (...). Nous avons essayé de « coller » le plus possible à l'événement, voire de le précéder, ou de le susciter. Nous y sommes arrivés dans une assez large mesure, et je crois que le PSU n'a pas à rougir de son hebdomadaire ».

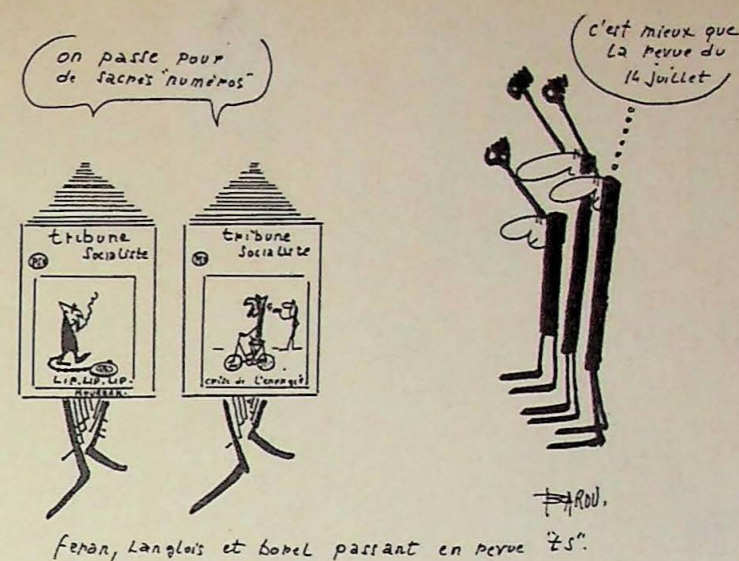
« Et pourtant ! s'empresse-t-il de poursuivre. Camarades, adhérents, militants, sympathisants, il nous faut faire mieux. Beaucoup mieux. Dans l'état actuel des choses, c'est essentiellement question de moyens matériels. Il nous manque de la place. Il nous manque des hommes pour façonner un vrai journal ».

C'est tout à fait ça et voilà pourquoi nous ne pouvons, pour ce dernier numéro de l'année, faire plus qu'un 16 pages. Voilà pourquoi cette rétrospective, nous allons vous la débiter en quelques tranches successives. La digestion de l'ensemble en sera d'ailleurs

facilitée. Car 1973 — ben mon vieux — ça a été un sacré morceau !

Quant à 1974, on n'a vraiment pas de raisons d'en attendre moins. Mais en revanche on a tous les espoirs d'attendre davantage encore de vous tous. TS doit en effet rapidement doubler son tirage et ses ventes — ce qui, compte tenu de l'influence croissante du PSU, est chose possible, et même facile. A condition que vous le vouliez. A condition que ce journal soit réellement l'affaire de tout le parti. Non seulement nous sommes disposés à subir ce « choc » mais aussi à le provoquer. Et ça se verra bientôt. (Chutt !).

En avant pour 1974. Ça va barder !



féran, Langlois et Borel passant en revue 'T.S.'.

TS ■

V IETNAM : un peuple en lutte depuis 30 ans. C'était notre « une » voici tout juste un an. Une première page qui pourrait servir encore aujourd'hui. Cette fin d'année 72 et le début de 73 seront dominés par les derniers soubresauts de la guerre du Vietnam. Depuis, la guerre est officiellement terminée. Mais on meurt toujours, dans les contours mal définis de la frontière née des Accords de Paris du 23 janvier 1973. Rappelons-nous. C'était il y a juste un an. Richard Nixon venait d'être triomphalement réélu à la présidence des Etats-Unis. Et, pour fêter sa victoire, il décidait de reprendre les bombardements sur Hanoi...

de juger, de comprendre les conditions de ce que Daniel Lenègre appelle, dans l'éditorial du numéro 564, « une victoire à construire ».

« Le cessez-le-feu, ce n'est donc pas la paix (...). Les tenants du capitalisme vont transformer leur tactique. Et le débat sur l'avenir du Vietnam ne pourra pas être seulement politique. Ce n'est pas un hasard si la période qui s'ouvre correspond à une recrudescence des combats, à la diffusion par l'administration Thieu de mots d'ordre hystériques à l'égard des « communistes », à la menace d'exécution massive de milliers de prisonniers politiques par les gouvernements de Saïgon. »

« Ce n'est pas un hasard non plus si l'on parle de plus en plus d'une sorte de « plan Marshall » pour le Vietnam, d'une aide à la reconstruction, prise en charge par l'administration Nixon et surtout les firmes capitalistes, à coups d'arrosage massif de dollars (...). Trouver un relais à l'impérialisme militaire par la pénétration économique, favoriser l'émergence d'un Vietnam capitaliste puissant, créer à partir du Vietnam un glacis anticommuniste et développer un marché au profit des firmes : tel est à présent l'objectif de l'impérialisme. Si sa tactique échoue, il s'est donné, comme on l'a dit plus haut, les moyens d'imposer à nouveau au peuple vietnamien sa loi sanglante (...). »

TS 564. 31/1/73.

L E Vietnam, donc, domine l'actualité de ce premier mois de l'année 73. Un peu partout en Europe, des manifestations illustrent le soutien populaire au peuple vietnamien et dénoncent les atter-

moiments criminels de Nixon. Les manifestations du 20 janvier, en France, seront sévèrement réprimées. A la matraque de Marcellin correspond le silence de Pompidou : le président de la République n'a rien à dire sur le Vietnam, comme il n'aura rien à dire, quelques mois plus tard, à propos du Chili. Au grand dessein du gaullisme a succédé la triste cuisine pompidolienne. Les maîtres queux du régime sont bien trop occupés à tenter de se survivre. C'est qu'on est, déjà, en pleine campagne électorale et que la majorité n'est rien moins qu'assurée de l'emporter...

« La Bérésina. On avait rarement vu ça. Une telle incurie, une telle déliquescence. Une majorité affolée, engluée depuis des mois dans les scandales en tous genres. Un gouvernement impuissant. Un premier ministre inexistant. Un président de la République visiblement dépassé par les événements. L'image de ce régime finissant, pourrisant dans un climat de ralbol généralisé. Il faut remonter aux plus beaux jours de la IV^e République pour retrouver cette impression d'une telle débâcle, d'une telle crise de confiance, d'autorité, de crédibilité. Un tel sentiment populaire de mépris et de colère envers « les princes qui nous gouvernent », ou plutôt qui règnent, mais ne gouvernent plus rien... »

TS 560. 3/1/73.

L ES scandales, bien sûr. L'automne a été chaud, de la Garantie Foncière aux impôts de Chaban, en passant par les révélations d'Aranda, les bordels de Lyon, les frères Dega, les fausses factures, le Cinq-Sept, etc. On en oublie. « TS », en ce début d'année, en ajoute un nouveau à la liste : précédant de quelques

jours le voyage officiel à Djibouti du chef de l'Etat, notre envoyé spécial Gérard Borel rapporte un témoignage accablant, preuves et photos à l'appui, sur la façon dont la France de Pompidou traite ses « départements et territoires d'outre-mer »...

« Dix-huit ans. Seize peut-être. Assassiné le 19 décembre 72 sur le barrage électrifié de Djibouti, territoire français. Tête éclatée par une balle. Qui a tué Moussa Daher Logué ? Et le 15, qui a tué Ahmed Assan Fahié ? Et le 13, qui a tué cet autre jeune homme, non identifié celui-là ? Et Abdi Daher Houssen, qui l'a tué aussi sur ce même barrage de barbelés, dans la nuit du 11 au 12 ? Quatre morts en huit jours : combien d'autres avant eux ? Combien d'autres après ? »

« Des balles, des fusils, des légionnaires, une armée, un régime, un système. Une misère et une injustice criantes. Des mendiants pleins les rues. Des rues pleines d'uniformes arrogants. Un quartier ghetto — infâme bidonville, des barbelés partout — Djibouti est en état de siège et sa population autochtone en état de désespoir. Au-delà des officielles haies de « vive la France » qui ménageront votre bonne conscience, que verrez-vous, Pompidou, de « votre » territoire français des Afars et des Issas ? »

TS 561. 10/1/73.

L ES légionnaires-assassins ne seront pas inquiétés : ils tuent sur ordre. Sur quel ordre Antoine Tramonî a-t-il tiré, le 25 février 72, sur Pierre Overney ? Au delà de la pâle figure d'un assassin militaire de carrière, ce sont les vraies responsabilités de la Régie Renault qu'Henri

Leclerc s'efforce de démontrer, devant les Assises de Paris, en ce mois de janvier 73. Tramonî, prévenu libre, sera condamné à 4 ans de prison : on n'a tout de même pas osé le laisser repartir les mains dans les poches...

« Quatre ans, c'est bien peu, mais qui gardait encore des illusions sur la justice de ce pays ? »

« Nous laisserons la conclusion à Leclerc, qui rendit à Pierre Overney un vibrant hommage, très émouvant, très applaudi aussi et — parce que l'émotion était grande — que le président a laissé applaudir :

« J'interdis à quiconque de dire que Pierrot n'était pas un homme libre et responsable. Pierrot était un homme épris de justice, qui voulait changer le monde, changer la vie. Il a rejoint les morts de la Commune, les morts de Decazville, les canuts de Lyon, les morts de Flins, les morts de 68... »

« Tout cela n'empêche pas, Nicolas, que la Commune n'est pas morte. Attendons le temps des cerises. Pierrot sera vivant... »

TS 562. 17/1/73.

D ANS ce climat de corruption, de scandales, de provocations en tous genres, les luttes sociales continuent de se développer — avec des revendications nouvelles, comme l'augmentation non hiérarchisée, ou le contrôle sur les cadences. Il y aura un long et dur conflit à Berliet Vénissieux. Il y aura la lutte des travailleurs de la Coframaille. Des luttes plus ponctuelles, mais révélatrices, comme la grève de la faim des sœurs Huet.

On verra les paysans du Larzac monter sur Paris avec leurs tracteurs...

Mais, pour certains, les luttes sociales ne sont pas d'actualité. En période d'élection, il ne fait pas bon brandir le poing ou agiter des drapeaux rouges : ainsi pense la CGT, qui va s'efforcer de détourner les montées revendicatives pour les canaliser vers l'isoloir. Elle y réussira le plus souvent — comme à l'atelier OPK, chez Michelin — ou à Rive de Gier, à la CEGEDUR. L'envoyé spécial de TS, Jacques Bleibtreu, raconte...

« Lucien, le délégué CGT de l'usine, l'initiateur de l'action est venu malgré sa maladie, afin de voir avec ses camarades comment si possible, continuer l'action, ou du moins rentrer la tête haute ».

« A la réunion syndicale CGT, les deux dirigeants de l'UD-CGT de la Loire sont là, les dirigeants de l'UL-CGT, les dirigeants CGT des autres usines, et même le représentant du PC dans le comité de soutien. Ils sont venus pour en finir ».

« Vial, (l'un des chefs départementaux) commence le réquisitoire. Tout y passe : vie privée, comportement personnel, accusations infamantes (...) Toute la gamme des méthodes des procès stalinien est utilisée devant les militants stupéfaits, abasourdis, chagrinés, puis en colère (...) Lucien, qui en 27 ans de syndicalisme, en a vu beaucoup, cette fois ne peut retenir ses larmes, et quitte l'usine, accompagné de quelques-uns de ses camarades (...) C'est la fin de la grève. (...) La campagne électorale peut commencer.

TS 563-24-1-73

Bernard LANGLOIS ■
(à suivre)